



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 24 OCTOBRE 2018
GEMEENTERAAD VAN 24 OKTOBER 2018

REGISTRE

REGISTER

Présents

Aanwezig

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberti, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk Berckmans, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Tania Dekens, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Laurie Carême-Palanga, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Lazare Mbulu Azanga, Carine Liekendael, Jean-Yves Kitantou, Fatima El Harim, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés

Verontschuldigd

Christian Magérus, Mohammadi Chahid, Badia El Belghiti, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Olivia P'Tito, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Nader Rekik, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:00

Opening van de zitting om 19:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

24.10.2018/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Asbl Institut Decroly - Démission d'un mandataire au
Conseil d'administration et à l'Assemblée générale - Patricia Vande Maele.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil Communal du 26 avril 2017 dans laquelle il approuve la décision du 28 septembre 2016 relative à la proposition de candidatures au poste d'administrateur au sein du Conseil d'Administration de l'Institut Decroly a.s.b.l., sis rue du Bambou 9 à 1180 Bruxelles ;

Vu que la candidature au poste d'administrateur de Madame Patricia Vande Maele, Echevine du Personnel était stipulée dans la proposition ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 26 avril 2017 dans laquelle il approuve la désignation de Madame Patricia Vande Maele, Echevine du Personnel, en qualité de représentante de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'Institut Decroly a.s.b.l., sis rue du Bambou 9 à 1180 Bruxelles ;

Vu le mail lettre du 15 octobre 2018 de Madame Patricia VANDE MAELE, Echevine du Personnel, dans laquelle elle déclare de démissionner du poste d'administrateur du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale de l'Institut Decroly a.s.b.l.;

DECIDE :

Article unique :

De prendre acte de la démission de Madame Patricia VANDE MAELE, Echevine du Personnel, en qualité d'administrateur au sein du Conseil d'Administration et en qualité de représentante de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean à l'Assemblée Générale de l'Institut Decroly a.s.b.l., sis rue du Bambou 9 à 1180 Bruxelles.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Vzw Instituut Decroly - Ontslag van een mandataris van de Raad van beheer en van de Algemene vergadering - Particia Vande Maele.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 april 2017 waarin hij de beslissing van 28 september 2016 goedkeurt betreffende het voorstel van de kandidaturen voor de bestuurderspost bij de Bestuursraad van het Instituut Decroly v.z.w., gevestigd in de Bamboustraat 9 te 1180 Brussel;

Gezien de kandidatuur voor de bestuurderspost van Mevrouw Patricia Vande Maele, Schepen van het Personeel, werd opgenomen in het voorstel ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 april 2017 waarin hij de aanstelling van Mevrouw Patricia Vande Maele, Schepen van het Personeel goedkeurt, in de hoedanigheid van vertegenwoordigster van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van het Instituut Decroly v.z.w., gevestigd in de Bamboustraat 9 te 1180 Brussel;

Gezien de mail van 15 oktober 2018 waarin Mevrouw Patricia VANDE MAELE, Schepen van het Personeel, verklaart ontslag te nemen in de Raad van Bestuur en in de Algemene Vergadering van het Instituut Decroly v.z.w.;

BESLUIT :

Enig artikel :

Kennis te nemen van het ontslag van Mevrouw Patricia VANDE MAELE, Schepen van het Personeel, in de hoedanigheid van bestuurder in de Bestuursraad en in de hoedanigheid van vertegenwoordigster van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van het Instituut Decroly v.z.w., gevestigd in de Bamboustraat 9 te 1180 Brussel.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0002 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Approbation de l'addendum au projet d'établissement de l'école n°17.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig onderwijs - Goedkeuring van het addendum aan het schoolproject nr.17.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0003 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**

Petite enfance - Coordination des crèches communales - Crèche construite dans le cadre du Contrat de quartier durable » Petite Senne ».

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale – cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck - daté du 23 décembre 2013 notifiant à la Commune l'octroi d'un Contrat de Quartier Durable dénommé « Petite Senne » ;

Considérant que parmi les opérations du dossier de base se trouve l'opération 1F2 – La création d'une crèche sur la parcelle sise dans l'ilot LIBELCO ;

Considérant que ce projet fait l'objet d'un cofinancement Région, FEDER, FRBTC et COCOF ;

Considérant que la réception provisoire de ce bâtiment aura lieu en 2021 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la décision du conseil communal du 16.12.2015 de confier à l'association sans but lucratif Olina les actuelles et futures crèches communales francophones en programmation;

Considérant que ce transfert de gestion a été assumé de manière optimale par l'asbl Olina tant sur le plan financier qu'organisationnel et pédagogique ;

Considérant qu'Olina a démontré sa compétence, sa qualité d'accueil et sa capacité à s'intégrer aux nouveaux projets communaux ;

Considérant qu'une nouvelle crèche sise rue de Liverpool 24 – 1080 Molenbeek-St-Jean d'une capacité de 72 places sera construite pour une ouverture programmée en 2022 ;

Considérant que, compte-tenu de ce qui précède et dans la continuité de ladite programmation en cours, il convient de confier la gestion de la crèche sise rue de Liverpool 24 –1080 Molenbeek-St Jean à l'asbl Olina ;

DECIDE :

Article unique :

De confier à l'asbl Olina la gestion de la crèche sise rue de Liverpool 24-1080 Molenbeek- St Jean.

Pièces jointes :

•

Courrier d'approbation contrat de quartier Petite Senne du 23/12/2013

•
Courrier d'accord de principe de la COCOF du 8/5/2018

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Petite enfance - Coordination des crèches communales - Crèche construite dans le cadre du Contrat de quartier durable » Petite Senne ».

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0004 **Prévention et Vie Sociale**

Evènements - Son amplifié - Adhésion à la centrale de marché pour la fourniture d'appareils de mesure, d'affichage et d'enregistrement sonores.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 123, 4°, de la Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi Communale du 24 juin 1988, notamment les articles 234 §4 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1°a (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 144.000,00 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 1° ;

Vu la délibération du Conseil communal du 3 décembre 2012 par laquelle celui-ci a fait usage de la faculté de délégation prévue par l'article 234, alinéa 2, de la nouvelle loi communale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 fixant les conditions de diffusion du son amplifié dans les établissements ouverts au public

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 relatif à la lutte contre le bruit de voisinage ;

Vu l'Arrêté ministériel octroyant une subvention de 11.539 € à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu les articles 9 et 92 du Règlement Général de Police ;

DECIDE :

Article 1 :

D'adhérer à la Centrale de marché pour la fourniture d'appareils de mesure, d'affichage et d'enregistrement sonores ;

Article 2 :

D'approuver la convention jointe au dossier.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Evenementen - Versterkt Geluid - Aansluiting bij de opdrachtcentrale voor de levering van meetapparatuur, weergave en het opnemen van geluid.

DE RAAD,

Gezien het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien het artikel 123, 4 ° van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid de artikelen 234 §4 en 236 en haar latere wijzigingen;

Gezien de wet van 17 juni 2013 met betrekking tot de motivatie, de informatie en de rechtsmiddelen betreffende overheidsopdrachten, ten aanzien van bepaalde markten van werken, leveringen en diensten en haar latere wijzigingen;

Gezien de wet van 17 juni 2016 met betrekking tot overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1^o;

Gezien het koninklijk besluit van 14 januari 2013 houdende vaststelling van de voornaamste voorschriften ter uitvoering van overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende het sluiten van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en zijn latere wijzigingen, vooral artikel 90 1^o;

Gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van 3 december waarbij deze gebruik maakt van de mogelijkheid tot delegatie voorzien door artikel 234, paragraaf 2, van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verspreiden van versterkt geluid in voor publiek toegankelijke inrichtingen;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 21 november 2002 betreffende de strijd tegen het buurlawaai;

Gezien het ministerieel besluit tot toekenning van een subsidie van 11.539 euro aan de Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien de artikelen 9 en 92 van het Algemeen Politierglement;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Aan te sluiten bij de opdrachtcentrale voor de levering van meetapparatuur, weergave en het opnemen van geluid;

Artikel 2 :

De overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0005 **Département Services généraux et Démographie**
Classes moyennes - Marché du MARDI - Dispositions particulières pour les jours de marché coïncidant avec Noël et Nouvel An.

LE CONSEIL,

Vu les décisions des années antérieures approuvant systématiquement la suppression des marchés hebdomadaires lorsqu'ils coïncident avec des jours fériés tels que Noël et Nouvel An ;

Considérant que cette année Noël et Nouvel An tombent le mardi, jour de marché hebdomadaire ;

Considérant que cette mesure de suppression, accompagnée d'une réduction proportionnelle de la redevance, rencontre chaque fois l'assentiment général ;

DECIDE :

Article 1 :

De supprimer les marchés des mardis 25/12/2018 et 01/01/2019;

Article 2 :

D'accorder aux marchands qui ont un abonnement sur le marché hebdomadaire du mardi une remise de 15% sur la redevance du 1^{er} trimestre 2019.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Middenstand - Dinsdagmarkt - Bijzondere schikkingen voor de marktdagen die samen vallen met Kerstmis en Nieuwjaar.

DE RAAD,

Gelet op de beslissingen van de vorige jaren waarbij systematisch de afschaffing van de wekelijkse markten goedgekeurd wordt wanneer ze samenvallen met feestdagen zoals Kerstmis en Nieuwjaar;

Overwegende dat dit jaar 25/12/2018 en 01/01/2019 de dinsdag, marktdag, vallen ;

Overwegende dat de opheffing van de markt, mits een proportionele korting van het abonnement, steeds iedereen tevreden gesteld heeft ;

BESLIST :

Artikel 1 :

De markten van dinsdag 25/12/2018 en 01/01/2019 op te heffen;

Artikel 2 :

Een vermindering aan de geabonneerde handelaars van 15% op het abonnement van het 1ste trimester 2019 toe te kennen.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting.
Lazare Mbulu Azanga quitte la séance / verlaat de zitting.

24.10.2018/A/0006 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Régie Communale Autonome MOLENSPORT - Approbation du projet des statuts - Plan d'entreprise triennal - Projet d'entreprise - Contrat de gestion.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins, du 24.10.2016 décidant e.a. :

Article unique :

De passer, conformément au marché conclu avec la société Alternative TVA, à la mise en œuvre de l'étape 2, soit la mise en œuvre de la RCA ;

Considérant la présentation, par la société Alternative TVA, des statuts de la future Régie Communale Autonome MOLENSPORT au collège des Bourgmestre et Echevins en date du 15 janvier 2018 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins, du 12.02.2018 décidant e.a. :

Article unique :

D'approuver le projet de statuts de la future Régie Communale Autonome MOLENSPORT établi par la société Alternative TVA ;

Vu l'ordonnance 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Considérant que les statuts de la future régie communale autonome MOLENSPORT ont dû être modifiés selon ladite ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu les nouveaux statuts, le plan d'entreprise triennal, le projet d'entreprise et le contrat de gestion établis par le bureau Alternative TVA ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le projet de statuts, le projet de plan d'entreprise triennal, le projet d'entreprise, et le projet de contrat de gestion de la future Régie Communale Autonome MOLENSPORT établi par la société Alternative TVA .

Le point est reporté.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Autonome gemeenteregie MOLENSPORT - Goedkeuring van het ontwerp van de staten - Driejaarlijks ondernemingsplan - Ondernemingsproject - Beheerscontract.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 24.10.2016 dat o.a. beslist:

Enig artikel:

Over te gaan, overeenkomstig de opdracht afgesloten met de onderneming Alternative TVA, tot de indienststelling van stap 2, hetzij de indienststelling van het autonoom gemeentebedrijf;

Overwegende de presentatie, door de onderneming Alternative TVA, van de statuten van het toekomstig Autonoom Gemeentebedrijf MOLENSPORT aan het College van Burgemeester en Schepenen op 15 januari 2018;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 12.02.2018 dat o.a. beslist:

Enig artikel:

Het ontwerp goed te keuren van de statuten van het toekomstig Autonoom Gemeentebedrijf MOLENSPORT, opgesteld door de onderneming Alternative TVA;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Overwegende dat de statuten van het toekomstig Autonoom Gemeentebedrijf MOLENSPORT gewijzigd dienden te worden volgens de vermelde ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de presentatie door het bureau Alternative TVA van de nieuwe statuten, het driejarig ondernemingsplan, het ondernemingsontwerp, het beheerscontract;

BESLIST :

Enig artikel :

Het ontwerp van statuten, het ontwerp van driejarig ondernemingsplan, het ondernemingsproject en het ontwerp van het beheerscontract goed te keuren van het toekomstig Autonoom Gemeentebedrijf MOLENSPORT, opgesteld door de onderneming Alternative TVA.

Het punt wordt verdaagd.

24.10.2018/A/0007 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Prolongation du contrat de concession conclu entre la Commune et l'A.S.B.L Molenbeek Sport modification de la durée et actualisation de la liste des biens donnés en concession.

LE CONSEIL,

Considérant que le 28 mars 1986 fut conclue entre la commune et l'Asbl Molenbeek Sport un contrat de concession portant sur l'exploitation par cette dernière de l'infrastructure sportive communale pour une durée indéterminée avec la possibilité d'y mettre fin moyennant la notification d'un préavis d'un an selon l'article 3 de ce contrat ;

Considérant que par les avenant des 14 octobre 1993 et 8 octobre 1997, cet article fut modifié et que la date d'échéance de cette concession a été prolongée jusqu' au 12 octobre 2016 ;

Considérant par ailleurs que le collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 25 avril 2007, a décidé de charger le service des sports en collaboration avec l'Asbl Molenbeek Sport d'entamer une procédure de reconnaissance et de subventionnement d'un Centre sportif local auprès du Gouvernement de la communauté française ;

Vu la délibération du conseil communal du 31.05.2007 décidant e.a. :

- le report de 5 ans de la date d'échéance du contrat de concession entre la Commune et l'ASBL Molenbeek Sport, lequel arrivera ainsi à expiration à la date du 12 octobre 2021;

Considérant que la communauté française exige, dans le cadre d'une demande de reconnaissance d'un centre sportif local que ledit Centre sportif local soit chargé de la gestion des infrastructures sportives durant toute la période de la reconnaissance qui sera éventuellement accordée, soit 10 ans ;

Considérant qu'un dossier de demande de reconnaissance en centre sportif local va être introduit dans le courant de l'année 2018 auprès des autorités compétentes et que par conséquent, il y a lieu de procéder à la prolongation de la durée dudit contrat de concession de 10 ans afin de remplir toutes les conditions exigées ;

Considérant par ailleurs que le Cruyff court sis au parc des Muses a été inauguré en date du 23 mars 2018 et que la gestion dudit espace sportif est faite par l'Asbl Molenbeek Sport ;

Considérant enfin que le nom du hall des sports Heyvaert a été changé en Hall des sports « Muhammad Ali » et que celui-ci a été inauguré le 23 juin 2018;

Considérant qu'il convient dès lors d'actualiser la liste des biens communaux donnés en concession à l'ASBL Molenbeek Sport et d'inclure le parc des Muses dans le champ d'application du contrat de concession susvisé et d'entériner le changement du nom du hall des sports Heyvaert en Hall des sports « Muhammad Ali »;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la prolongation de 10 ans de la date d'échéance du contrat de concession entre la commune et l'Asbl Molenbeek Sport, lequel arriverait ainsi à expiration à la date du 12 octobre 2031 ;

Article 2 :

De faire figurer le Cruyff Court dans la liste des biens concédés dans le cadre de la concession entre la commune et l'Asbl Molenbeek Sport ;

Article 3 :

D'entériner le changement du nom du hall des sports Heyvaert en Hall des sports « Muhammad Ali » dans le contrat de concession entre la commune et l'Asbl Molenbeek Sport et d'adapter la liste des biens en ce sens;

Article 4 :

D'approuver l'avenant au Contrat de Concession établi en fonction des modifications reprises ci-dessus.

Le point est reporté.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Sport - Verlenging van het contract van de tussen de Gemeente en de vzw

Molenbeek Sport gesloten concessie - Wijziging van de duur en update van de lijst van in concessie gegeven goederen.

DE RAAD,

Overwegende dat op 28 maart 1986 tussen de gemeente en de vzw Molenbeek Sport een contract werd gesloten voor een concessie betreffende de uitbating van de gemeentelijke sportinfrastructuur door laatstgenoemde voor onbepaalde duur met de mogelijkheid om hieraan een einde te stellen door middel van een aangetekende vooropzeg van een jaar volgens artikel 3 van dit contract;

Overwegende dat door de aanhangsels van 14 oktober 1993 en 8 oktober 1997 dit artikel gewijzigd werd en dat de vervaldatum van de concessie verlengd werd tot 12 oktober 2016;

Overwegende dat het college van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 25 april 2007 overigens heeft beslist om de sportdienst in samenwerking met de vzw Molenbeek Sport de opdracht te geven om een erkennings- en subsidiëringsprocedure voor een lokaal Sportcentrum in te leiden bij de Regering van de Franstalige gemeenschap;

Gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van 31.05.2007 waarbij o.a. beslist werd :

- Het verleggen met 5 jaar van de vervaldatum van het concessiecontract tussen de Gemeente en de vzw Molenbeek Sport die verstrijkt op 12 oktober 2021;

Overwegende dat de Franstalige gemeenschap in het kader van een erkenningsaanvraag voor een lokaal sportcentrum eist dat het vermelde lokaal Sportcentrum belast wordt met het beheer van de sportinfrastructuren gedurende de hele periode van de erkenning die zal worden toegestaan, hetzij 10 jaar;

Overwegende dat een dossier voor een erkenningsaanvraag van een lokaal sportcentrum in de loop van 2018 zal worden ingeleid bij de bevoegde instanties en dat de duur van het vermelde concessiecontract bijgevolg moet worden verlengd met 10 jaar om tegemoet te komen aan al de vereiste voorwaarden;

Overwegende overigens dat het Cruyff court dat in het Muzenpark is gelegen op 23 maart 2018 werd ingehuldigd en dat het beheer van deze sportruimte door de vzw Molenbeek Sport wordt verricht;

Overwegende ten slotte dat de naam van de Heyvaertsporthallen veranderd is in de “Muhammad Ali”-sporthallen en dat deze werden ingehuldigd op 23 juni 2018;

Overwegende dat de lijst met de gemeentelijke goederen die in concessie werden gegeven aan de vzw Molenbeek Sport een update moet krijgen en het Muzenpark in het toepassingsveld van het hiervoor vermelde concessiecontract moet worden ingevoegd en dat de naamsverandering van de Heyvaertsporthallen in de “Muhammad Ali”-sporthallen moet worden bevestigd;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het verlengen met 10 jaar van de vervaldatum van het concessiecontract tussen de Gemeente en de vzw Molenbeek Sport die verstrijkt op 12 oktober 2031, goed te keuren;

Artikel 2 :

Het Cruyff Court op te laten nemen in de lijst met in concessie gegeven goederen in het kader van de concessie tussen de gemeente en de vzw Molenbeek Sport;

Artikel 3 :

In het concessiecontract tussen de gemeente en de vzw Molenbeek Sport de naamsverandering van de Heyvaertsporthallen in de “Muhammad Ali”-sporthallen te bevestigen en de lijst met goederen in die zin aan te passen;

Artikel 4 :

Het aanhangsel bij het concessiecontract dat is opgesteld in functie van de hiervoor vermelde wijzigingen, goed te keuren.

Het punt wordt verdaagd.

24.10.2018/A/0008 **Prévention et Vie Sociale**

Prevention - Asbl "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek"- Rapport d'activités 2017, comptes de résultats et bilan 2017 - Rapport du Réviseur d'entreprises - Budget 2018.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 12 novembre 1992 relative à la création de l'Asbl « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek » ;

Vu l'article 6 du contrat de concession établi entre « la Commune » et l'Asbl« Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek » ;

Vu l'approbation du rapport d'activités 2017, des comptes de résultats et bilan 2017, du rapport du réviseur d'entreprises et du budget 2018 de l'Asbl« Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek » par l'Assemblée Générale du 13 juin 2018 de l'Asbl "Lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek";

DECIDE :

Article unique :

De prendre acte du rapport d'activités 2017, des comptes de résultats et bilan 2017, du rapport du Réviseur d'entreprises et du budget 2018 de l'Asbl Lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Vzw « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - 9 » - Jaarverslag 2017, resultaatsrekeningen en balans 2017 - Verslag van de Bedrijfsrevisor - Begroting 2018.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 12 november 1992 inzake de stichting van de Vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek";

Gelet op het artikel 6 van het concessiecontract opgesteld tussen de Gemeente en de Vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek";

Gelet op de goedkeuring van het Jaarverslag 2017, van de resultaatrekeningen en balans 2017 en het verslag van de Bedrijfsrevisor, de begroting 2018 door de Algemene vergadering van 17 juli 2017 van de Vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek";

BESLIST :

Enig artikel :

Akte te nemen van het Jaarverslag 2017, van de resultaatrekeningen en balans 2017 en het verslag van de Bedrijfsrevisor en de de Begroting 2018 van de vzw "Lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek".

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0009 **Département Finances**

Finances - C.P.A.S. - Budget 2018 - 3ième modification budgétaire.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 08.08.1976 organique des CPAS et en particulier les articles 88 et 111;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 19.09.2018 par laquelle celui-ci arrête les chiffres modifiés du budget de l'exercice 2018 du CPAS.;

Vu l'avis favorable du Comité de concertation du 10.09.2018;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la délibération du Conseil de l'action sociale du 19.09.2018 relative au budget 2018 modifié conformément au tableau repris en annexe.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 24 votes positifs, 10 abstentions.

Departement Financiën

Financiën - O.C.M.W. - Begroting 2018 - 3de begrotingswijziging.

DE RAAD,

Gezien de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de OCMW's en in het bijzonder artikels 88 en 111;

Gezien de beraadslaging van 19.09.2018 van de Raad voor maatschappelijk welzijn, die de gewijzigde cijfers van de begroting 2018 vaststelt;

Gezien het gunstig advies van het Overlegcomité van 10.09.2018;

BESLUIT :

Enig artikel:

De beraadslaging van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 19.09.2018 betreffende de gewijzigde begroting 2018, in overeenstemming met het tabel in bijlage, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 24 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

24.10.2018/A/0010 **Département Finances**
Finances - Budget communal 2018 - Modification budgétaire ordinaire n° 3.

LE CONSEIL,

Vu l'article 15 du RGCC;
Considérant qu'une allocation de crédit du budget ordinaire 2018 doit être modifiée;
Vu le tableau de la modification budgétaire;

DECIDE :

Article unique :
D'approuver la modification budgétaire ordinaire n° 3.

Expédition de la présente délibération, ainsi que des annexes, sera faite, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 24 votes positifs, 10 abstentions.

Departement Financiën
Financiën - Gemeentebegroting 2018 - Gewone begrotingswijziging nr 3.

DE RAAD,

Gezien artikel 15 van het ARGB;
Overwegende dat een krediet van de gewone begroting 2018 moet gewijzigd worden;
Gezien het tabel van de begrotingswijziging;

BESLUIT :

Enig artikel :
De gewone begrotingswijziging nr 3 goed te keuren.

Verzending van de onderhavige beraadslaging, alsook de bijlagen, zal ter goedkeuring aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 24 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Hassan Ouassari quitte la séance / verlaat de zitting.

24.10.2018/A/0011 **Département Finances**
Taxes communales - Redevances sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs - Modification.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

Vu la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges;

Vu la circulaire du 11 juillet 2018 relative à la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges, en ce qu'elle transfère la compétence en matière de changement de prénoms aux officiers de l'état civil et en règle les conditions et la procédure;

Vu la loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms;

Vu le règlement fixant les redevances sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs, établi par décision du Conseil communal du 17 décembre 2014, pour les exercices 2015 à 2018 inclus;

Considérant qu'à compter de l'entrée en vigueur de la loi du 18 juin 2018 susvisée, à savoir le 1er août 2018, les officiers de l'état civil peuvent être saisis directement de demandes de changement de prénoms et sont tenus d'en examiner la recevabilité et de leur donner la suite appropriée;

Considérant qu'il se déduit de l'article 3, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 15 mai 1987 susvisée et de l'article 170, § 4, alinéa 1er de la Constitution que le conseil communal peut, en toute autonomie, décider de soumettre, soit les demandes de changements de prénoms, soit uniquement les autorisations de changer de prénoms accordées à une redevance;

Considérant que le montant de la redevance et la perception de celle-ci dès l'introduction de la demande et non a posteriori peuvent avoir un effet direct sur le nombre de demandes introduites et sont de nature à éviter une certaine légèreté dans le chef du demandeur;

Considérant qu'il convient par conséquent d'établir le montant de la redevance due en contrepartie du traitement des dossiers de changement ou d'adjonction de prénoms pour les citoyens Belges;

Considérant que dans un souci de cohérence, il est proposé de reprendre les montants des droits d'enregistrement qui étaient perçus par le bureau d'enregistrement du SPF Finances dans le cadre des demandes de changement de prénoms;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 3 septembre 2018;

DECIDE :

Article 1

De modifier le règlement fixant les redevances sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs établi par décision du Conseil communal du 17 décembre 2014, pour les exercices 2015 à 2018 inclus en y intégrant, à l'article 1, 2) les montants relatifs au traitement des dossiers de changement ou d'adjonction de prénoms pour les citoyens Belges, à savoir:

Dossiers de changement ou d'adjonction de prénoms pour les citoyens Belges:

- dossier
normal

- dossiers pour lesquels le montant de la redevance peut être réduit :

- si le prénom présente un caractère ridicule ou odieux par lui-même, par son association avec le nom ou en raison de son caractère manifestement désuet ;
- si le prénom est de consonance étrangère ;
- si le prénom est de nature à porter confusion ;
- si le prénom n'est modifié que par l'ajout ou la suppression d'un signe de ponctuation ou d'un signe qui en modifie la prononciation ;
- si le prénom est abrégé ;
- si le prénom est modifié pour une personne transgenre.

- dossiers pour lesquels la gratuité doit exceptionnellement être accordée :

- demande d'adjonction de prénom(s) introduite par une personne étrangère qui en est dénuée lors de l'introduction de sa demande de nationalité Belge

Article 2

Les montants fixés à l'article 1 seront d'application à dater de la publication officielle de la présente décision.

Article 3

L'ensemble des autres dispositions du règlement fixant les redevances sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs, établi par décision du Conseil communal du 17 décembre 2014, pour les exercices 2015 à 2018 inclus, reste d'application.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Retributies voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing;

Gelet op de omzendbrief van 11 juli 2018 betreffende de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing, waarbij de bevoegdheid

inzake verandering van voornamen wordt overgedragen aan de ambtenaren van de burgerlijke stand en de voorwaarden en de procedure ervan worden geregeld;
Gelet op de wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen;
Gelet op het reglement tot vaststelling van de retributies voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen, vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2014, voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen;
Overwegende dat vanaf de inwerkingtreding van de voormelde wet, namelijk op 1 augustus 2018, de ambtenaren van de burgerlijke stand direct verzoeken tot voornaamsverandering voorgelegd kunnen krijgen en zij de ontvankelijkheid ervan dienen te onderzoeken en er het gepaste gevolg aan te geven;
Overwegende dat uit artikel 3, § 2, vierde en vijfde lid, van de wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen en artikel 170, § 4, eerste lid, van de Grondwet blijkt dat de gemeenteraad in alle autonomie kan beslissen om hetzij de toegekende verzoeken tot voornaamsverandering, hetzij enkel de vergunningen tot verandering van voornamen te onderwerpen aan een retributie;
Overwegende dat het bedrag van de retributie en de inning ervan bij het indienen van het verzoek en niet a posteriori, een directe invloed kunnen hebben op het aantal ingediende verzoeken en van aard zijn een zekere lichtzinnigheid in hoofde van de verzoeker te vermijden;
Overwegende dat het bijgevolg past om het bedrag vast te stellen van de verschuldigde retributie als tegenprestatie van de behandeling van dossiers inzake voornaamsverandering of toevoeging voor Belgische burgers;
Overwegende dat men stelt voor, met het oog op samenhang, om de bedragen van de registratierechten te hernemen die door het registratiekantoor van de FOD Financiën geïnd werden in het kader van verzoeken tot voornaamsverandering;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 september 2018;

BESLIST :

Artikel 1

Het reglement te wijzigen tot vaststelling van de retributies voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen, vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2014, voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen, door er, in artikel 1,2) de bedragen te hernemen betreffende de behandeling van dossiers inzake voornaamsverandering of toevoeging voor Belgische burgers, te weten:

Dossiers inzake voornaamsverandering of toevoeging voor Belgische burgers:	
- gewoon dossier:	
- dossiers waarvoor het bedrag van de retributie kan verminderd zijn :	490,00 EUR
<ul style="list-style-type: none"> • indien de voornaam op zichzelf of samengenomen met de naam, belachelijk of hatelijk is, of omdat hij manifest ouderwets is; • indien de voornaam vreemd-klinkend is; • indien de voornaam tot verwarring aanleiding kan geven; • indien de voornaam slechts door het toevoegen of het verwijderen van een leesteken wordt gewijzigd, ofwel door een teken dat de uitspraak ervan wijzigt; • indien de voornaam wordt verkort; • indien de voornaam voor een transgender wordt gewijzigd. 	49,00 EUR
- dossiers waarvoor de kosteloosheid uitzonderlijk toegekend moet worden:	0,00 EUR
<ul style="list-style-type: none"> • verzoek van toevoeging van voorna(a)m(en) dat door een buitenlandse persoon wordt ingediend, die bij de invoering van zijn verzoek van Belgische nationaliteit dit is ontzegd 	

Artikel 2

De vastgestelde bedragen in artikel 1 zullen van toepassing zijn vanaf de officiële publicatie van deze beslissing.

Artikel 3

Alle andere bepalingen van het reglement tot vaststelling van de retributies voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen, vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2014, voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen, blijven van toepassing.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

24.10.2018/A/0012 **Receveur Communal**

Recette communale - Vérification de l'encaisse communale au 2 mai 2018.

LE CONSEIL,

Revu la décision du 11/6/2018 ;

Prend connaissance du procès-verbal de vérification de l'encaisse communale au 2 mai 2018;

Considérant que le solde positif à justifier par le Receveur communal s'élève à 7.577.842,34 € tel qu'il est repris dans la situation de trésorerie détaillée ci-annexée ;
Considérant que ce solde inclut un crédit à terme fixe de 30.000.000€ auprès de BRINFIN;

Considérant le vol du 23/01/2018 lors du transfert d'un montant de 68.068,00 euros de la Recette communale vers la banque Record ;

Considérant le P.V n° BR.11.LL.009088/2018 établit par la police de la Zone Bruxelles-Capitale –Ixelles et la procédure judiciaire en cours ;

Considérant qu'aucune observation n'est à formuler concernant cette vérification, l'encaisse correspondant exactement aux montants à justifier ;

Vu l'article 131 de la loi communale ;

Vu l'article 81 du nouveau Règlement sur la comptabilité communal ;

Prend connaissance du procès-verbal de la vérification de l'encaisse communale au 2 mai 2018 conformément aux dispositions de l'article 131 de la nouvelle loi communale.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Gemeenteontvanger

Dienst Gemeenteontvangerij - Verificatie van het gemeentekasgeld tot en met 2 mei 2018.

DE RAAD,

Herziening van de beslissing van 11/6/2018;

Kennisname van het proces-verbaal van de verificatie van de gemeentekas tot en met 2 mei 2018;

Overwegende dat het positief saldo te verklaren door de Gemeenteontvanger 7.577.842,34 € bedraagt zoals dit bedrag in bijlage werd gerechtvaardigd;

Overwegende dat het resultaat leninge op vaste termijn bevat van 30.000.000€ bij BRINFIN;

Overwegende de overval op 23/01/2018 bij de overdracht van een bedrag van 68.068,00 euro van de Gemeenteontvangerij naar Record Bank ;

Overwegende het proces verbaal nr BR.11.LL.009088/2018 opgesteld door de politie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Elsene en de lopende gerechtelijke procedure ;

Overwegende dat er geen enkele andere opmerking geformuleerd is bij deze verificatie, de gemeentekas correspondeert exact met het geformuleerde bedrag;

Gezien artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien artikel 81 van het Nieuw Reglement op de gemeenteboekhouding;

Kennis genomen van het proces-verbaal van de verificatie van het gemeentekasgeld tot en met 2 mei 2018 in overeenstemming met de bepalingen van artikel 131 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Recette communale - Vérification de l'encaisse communale au 30 juin 2018.

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 20.8.2018 par laquelle il prend connaissance du procès-verbal de vérification de l'encaisse communale au 30 juin 2018;

Considérant que le solde positif à justifier par le Receveur communal s'élève à 12.263.838,66 € tel qu'il est repris dans la situation de trésorerie détaillée ci-annexée ;

Considérant que ce solde n'inclut aucun crédit à court terme ;

Considérant que l'encaisse correspond exactement aux montants à justifier ;

Vu l'article 131 de la loi communale ;

Vu l'article 81 du nouveau Règlement sur la comptabilité communal ;

Prend connaissance du procès-verbal de la vérification de l'encaisse communale au 30 juin 2018 conformément aux dispositions de l'article 131 de la nouvelle loi communale.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Gemeenteontvanger

Gemeenteontvangerij - Verificatie van het gemeentekasgeld tot en met 30 juni 2018.

DE RAAD,

Herzien zijn beslissing van 20/8/2018 waarbij kennis genomen werd van het proces-verbaal van de verificatie van de gemeentekas tot en met 30 juni 2018;

Overwegende dat het positief saldo te verklaren door de Gemeenteontvanger 12.263.838,66 € bedraagt zoals in bijlage wordt gerechtvaardigd;

Overwegende dat er geen lening op korte termijn inbegrepen is;

Overwegende dat de gemeentekas correspondeert exact met het geformuleerde bedrag;

Gezien artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien artikel 81 van het Nieuw Reglement op de gemeenteboekhouding;

Neemt kennis van het proces-verbaal van de verificatie van het gemeentekasgeld tot en met 30 juni 2018 in overeenstemming met de bepalingen van artikel 131 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Cellule Logement - Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres - Bilan 2017.

E CONSEIL,

du le Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres, signé en juin 2013, et notamment son article 6, relatif à son évaluation annuelle;

considérant que la Cellule Logement est chargée, au sein de l'Administration communale, de la coordination du dispositif ;

considérant qu'il est proposé au Conseil communal de prendre acte du bilan 2017 dudit protocole (comprenant des annexes, étant le bilan du CPAS et celui de la Division Molenbeek de la Zone de Police), s'agissant d'un volet d'action important pour notre commune;

sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 3.09.2018 ;

DECIDE :

Article unique :

de prendre acte du bilan 2017, et ses annexes, du Protocole de Collaboration entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer

Huisvestingscel - Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen - Balans 2017.

DE RAAD,

belet op het Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen, ondertekend in juni 2013, en vooral artikel 6, betreffende de jaarlijkse evaluatie ervan;

overwegende dat de Huisvestingscel, binnen het Gemeentebestuur, bevoegd is voor de coördinatie van deze regeling;

overwegende dat op de Gemeenteraad werd voorgesteld om akte te nemen van de balans 2017 van het genoemde Protocol (omvattende volgende bijlagen: de balans van het OCMW en deze van de Afdeling Molenbeek van de Politiezone), die een belangrijke mijlpaal betreft voor onze Gemeente;

op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 3.09.2018;

ESLIST:

Artikel :

akke te nemen van de balans 2017 en bijlagen van het Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de

ngezonde woningen.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0015 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Quai du Hainaut 41-43 - Site Belle-Vue (Malterie et Hôtel)
- Approbation du règlement d'ordre intérieur.

LE CONSEIL,

Considérant l'espace Hôtelier Belle-Vue situé au Quai du Hainaut, 41-43 qui comprend un hôtel 3 étoiles, une ancienne Malterie conçue sous forme de plateaux dédiés à plusieurs acteurs de la formation professionnelle ainsi qu'un espace commercial au sous-sol ;

Considérant que ces différents acteurs font l'usage de parties communes et se partagent la responsabilité des espaces;

Considérant qu'il est indispensable d'établir un Règlement d'ordre Intérieur afin de contribuer au bon fonctionnement du site et au bon usage des parties communes ;

Considérant que ce règlement d'ordre intérieur a été soumis au service des Affaires juridiques ;

Vu l'article 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 03 septembre 2018 ;

DECIDE:

Article unique:

D'approuver le Règlement d'ordre intérieur pour site Belle-Vue (Malterie et Hôtel) sis Quai du Hainaut 41-43.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Henegouwenkaai 41-43 - Belle-Vuesite (Mouterij en Hotel) - Goedkeuring van het huishoudelijk reglement.

DE RAAD,

Overwegende dat de Hotelruimte Belle-Vue gelegen aan de Henegouwenkaai 41-43 een driesterrenhotel omvat, een voormalige Mouterij ontworpen in de vorm van

niveaus die gewijd zijn aan verschillende actoren inzake beroepsopleiding alsook een ondergrondse commerciële ruimte;

Overwegende dat deze verschillende actoren gebruik maken van de verschillende gemeenschappelijke gedeelten en samen de verantwoordelijkheid van de ruimten delen;

Overwegende dat er een Huishoudelijk Reglement moet worden opgesteld om bij te dragen aan de goede functionering van de site en aan het goede gebruik van de gemeenschappelijke gedeelten van de site;

Overwegende dat dit huishoudelijk reglement is voorgelegd aan de dienst Juridische zaken;

Gelet op artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester van maandag 03 september 2018;

BESLIST:

Enig artikel:

Het huishoudelijk reglement voor de Belle-Vuesite (Mouterij en Hotel) gelegen aan de Henegouwenkaai 41-43, goed te keuren.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0016 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Ouverture d'un compte « Garanties locatives centralisées
».

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que les locataires de logements communaux sont appelés à verser une garantie locative (équivalent à 2 mois de loyer) lors de leur entrée locative ;

Considérant que la garantie doit être versée sur un compte bloqué au nom du locataire ;
Considérant que plusieurs méthodes de constitution ont été testées (centralisation dans une banque avec création de compte par la banque, choix de banque par le locataire, ...) sans qu'elles soient satisfaisantes (difficultés à connaître le montant de la garantie avec les intérêts, lenteurs lors de la demande de libération, obligation pour le locataire de se déplacer en agence, ...) ;

Considérant qu'il appert que, dans un souci de simplification administrative et de centralisation de l'information, il est souhaitable de procéder toujours avec la même banque ;

Considérant que renseignements pris auprès de différents établissements bancaires, Belfius propose une solution particulièrement adaptée et conforme à la réglementation en la matière, à savoir les garanties locatives centralisées ;

Considérant qu'il s'agit d'un système de dépôt de garanties locatives sur des comptes

d'épargnes individuels, ouverts sur demande de la Commune au nom des locataires entrants subordonnée à l'ouverture d'un compte de regroupement « Garantie locative », à savoir un compte à vue au nom de la Commune et géré par elle permettant de créer un lien entre tous les comptes garanties ouverts à sa demande ;

Considérant que l'ouverture et l'utilisation d'un tel compte est gratuite tant pour la Commune que pour le locataire;

Considérant que la gestion des comptes garanties se fera via Belfiusweb et ne nécessitera plus de déplacement de la part des locataires;

Considérant que ce système permettra à tout moment à la Commune d'avoir une vue en direct sur l'ensemble des garanties constituées;

Considérant que dans le cadre de la mise en place de cette procédure, il est souhaitable de mandater Mesdames Els Mauclet, Receveur communal, et Nathalie Vandeput, chef de Division, pour la signature des divers documents y relatifs et représenter la Commune;

Considérant que plusieurs agents communaux du service des Propriétés communales seront désignés comme agents traitants;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 03.09.2018 ;

DECIDE :

Article 1:

De procéder à l'ouverture d'un compte de regroupement "Garantie locative" au nom de la Commune auprès de la banque Belfius en vue de la création de comptes d'épargne bloqués au nom des locataires entrants;

Article 2:

De mandater Mesdames Els Mauclet, Receveur communal, et Nathalie Vandeput, Chef de Division, pour la signature des divers documents relatifs à cette procédure et représenter la Commune dans ce cadre;

Article 3:

De transmettre à Belfius les documents signés par les autorités communales nécessaires à l'ouverture de ce compte.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Opening van een rekening "Gecentraliseerde huurwaarborgen".

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de huurders van de gemeentelijke woningen bij hun huurintrede verzocht worden om een huurwaarborg (gelijkwaardig aan 2 maand huur) te storten;

Overwegende dat de waarborg op een geblokkeerde rekening op naam van de huurder moet worden gestort;

Overwegende dat verscheidene methodes voor de samenstelling getest zijn

(centralisatie in een bank met opening van een rekening door de bank, keuze van de bank door de huurder,...) zonder dat deze voldoening gaven (moeilijkheden om het bedrag van de waarborg met de intresten te kennen, traagheid in de aanvraag tot vrijmaking, verplichting voor de huurder om zich naar het agentschap te verplaatsen,...);

Overwegende dat het blijkt dat, vanuit de bekommernis voor een administratieve vereenvoudiging en centralisatie van de informatie, het wenselijk is om steeds met dezelfde bank te werken;

Overwegende dat na inlichtingen te hebben ingewonnen bij verschillende bankinstellingen, Belfius een bijzonder aangepaste oplossing aanbiedt die in overeenkomst is met de reglementering in deze materie, namelijk de gecentraliseerde huurwaarborgen;

Overwegende dat het gaat om een systeem van storting van huurwaarborgen op individuele spaarrekeningen, die op verzoek van de gemeente op naam van de huurders die hun intrede doen worden geopend ondergeschikt aan de opening van een groeperingsrekening "Huurwaarborgen", namelijk een zichtrekening op naam van de Gemeente die door haar wordt beheerd en die het mogelijk maakt een koppeling tot stand te brengen tussen alle waarborgrekeningen die op haar verzoek worden geopend ;

Overwegende dat de opening en het gebruik van een dergelijke rekening gratis is zowel voor de Gemeente als voor de huurder;

Overwegende dat het beheer van de waarborgrekeningen gebeurt via Belfiusweb en geen verplaatsing vanwege de huurders meer vereist;

Overwegende dat dit systeem het voor de Gemeente op elk ogenblik mogelijk maakt om een onmiddellijk zicht te hebben op het geheel van de samengestelde waarborgen;

Overwegende dat het in het kader van het opzetten van deze procedure wenselijk is om Mevrouw Els Mauclet, gemeenteontvanger, en Nathalie Vandeput, Afdelingshoofd, een volmacht te geven om verschillende documenten in dit verband te ondertekenen en de Gemeente te vertegenwoordigen;

Overwegende dat verscheidene gemeentelijke medewerkers van de dienst Gemeentelijke eigendommen moeten worden aangeduid als behandelende medewerkers;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 03.09.2018;

BESLIST:

Artikel 1:

Over te gaan tot de opening van een groepsrekening "Huurwaarborg" op naam van de Gemeente bij de bank Belfius met het oog op de opening van geblokkeerde rekeningen op naam van de huurders die hun intrek nemen;

Artikel 2:

Om Mevrouw Els Mauclet, gemeenteontvanger, en Nathalie Vandeput, Afdelingshoofd, een volmacht te geven om verschillende documenten in verband met deze procedure te ondertekenen en de Gemeente in dit kader te vertegenwoordigen;

Artikel 3:

Om de door de gemeentelijke overheid ondertekende documenten over te maken aan Belfius bij de opening van deze rekening.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Lazare Mbulu Azanga entre en séance / treedt in zitting.

24.10.2018/A/0017 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés Communales - Espace Bellevue - Malterie - Quai du Hainaut, 41-43 -
Occupation de locaux deuxième et troisième étages par l'asbl Publiq - Avenant n°1
à la convention d'occupation approuvée par le Conseil communal du 16 décembre
2015.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 16.12.2015 décidant e.a:

Article 1:

D'approuver le projet de convention d'occupation par l'asbl Cultuurnet Vlaanderen des locaux (un espace casco de 587 m²) situés au 3^{ème} étage, de l'espace hôtelier Bellevue, sis quai du Hainaut, 41-43 ;

Article 2 :

De fixer le montant du droit d'occupation mensuel à la somme de 2.123,00 EUR et la provision mensuelle de charges à la somme de 2.000,00 EUR ;

Vu sa délibération du 22.11.2017 décidant e.a:

Article 1:

D'approuver le projet de convention d'occupation par l'asbl Publiq des locaux (un espace casco de 568 m²) situés au 2^{ème} étage, de l'espace hôtelier Bellevue, sis quai du Hainaut, 41-43 ;

Article 2 :

De fixer le montant du droit d'occupation mensuel à la somme de 2.141,87 EUR et la provision mensuelle de charges à la somme de 2.000,00 EUR ;

Considérant que l'asbl Publiq occupe le deuxième étage de l'espace hôtelier Bellevue – Malterie depuis le 19 janvier 2016 et le troisième étage depuis le 22 décembre 2017;

Considérant que la durée des conventions est de 12 ans mais qu'elles ne prennent pas fin à la même période;

Considérant que l'asbl utilise ces deux étages aux mêmes fins et qu'il serait préférable que ces deux conventions se terminent en même temps;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de prolonger de 23 mois la convention d'occupation du troisième étage afin qu'elles se terminent toutes deux le 31 décembre 2029;

Prend connaissance du projet d'avenant n°1 à la convention d'occupation par l'asbl Publiq du bien sis quai du Hainaut, 41-43;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 03 septembre 2018;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le projet d'avenant n°1 à la convention d'occupation par l'asbl Publiq du bien sis quai du Hainaut, 41-43 prévoyant la conclusion de l'occupation du 3^{ème} étage au 31.12.2029.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Project Bellevue - Mouterij - Henegouwenkaai 41-43
- Gebruik van lokalen op de tweede en derde verdieping door de vzw Publiq -
Aanvulling n°1 van de gebruiksovereenkomst goedgekeurd door de Gemeenteraad
van 16 december 2015.

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 16.12.2015 die o.a. beslist:

Artikel 1

De ontwerp van de gebruiksovereenkomst door vzw Cultuurnet Vlaanderen goed te keuren voor de lokalen op de 3^{de} verdieping (een casco-ruimte van 587 m²) van het hotelcentrum Bellevue, gelegen Henegouwenkaai 41-43;

Artikel 2

Het bedrag van het maandelijkse gebruiksrecht vast te leggen op 2.123,00 EUR en het bedrag voor het maandelijkse voorschot voor de lasten op 2.000,00 EUR;

Gelet op zijn beraadslaging van 22.11.2017 die o.a. beslist:

Artikel 1:

Het ontwerp van de gebruiksovereenkomst door vzw Publiq goed te keuren voor de lokalen (een casco-ruimte van 568 m²) op de 3de verdieping van het hotelcentrum Bellevue, gelegen Henegouwenkaai 41-43;

Artikel 2:

Het bedrag van het maandelijkse gebruiksrecht vast te stellen op 2.141,87 EUR en het bedrag voor het maandelijkse voorschot voor de lasten op 2.000,00 EUR;

Overwegende dat de vzw Publiq de tweede verdieping gebruikt van het project Hotelcentrum Bellevue – Mouterij sinds 19 januari 2016 en de derde verdieping sinds 22 december 2017;

Overwegende de duur van de gebruiksovereenkomsten 12 jaar is, maar ze niet op dezelfde periode aflopen;

Overwegende dat de vzw deze twee verdiepingen gebruikt voor dezelfde doeleinden en dat het de voorkeur verdient dat deze twee gebruiksovereenkomsten tegelijkertijd aflopen;

Overwegende dus dat de gebruiksovereenkomsten voor de derde verdieping derhalve met 23 maanden dient te worden verlengd, zodat beide gebruiksovereenkomsten op 31 december 2029 aflopen;

Neemt kennis van het ontwerp van de aanvulling nr. 1 van de gebruiksovereenkomst door de VZW Publiq van gelegen Henegouwenkaai 41-43;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 03 september 2018;

BESLIST :

Enig artikel :

Het ontwerp van het aanhangsel nr.1 van de gebruiksovereenkomst door de vzw Publiq voor het goed gelegen Henegouwenkaai 41-43 goed te keuren die voorziet in de stopzetting van de bezetting van de 3de verdieping op 31.12.2029.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0018 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - CQDPS - FEDER - rue de Liverpool 24: Prolongation de la mise à disposition temporaire.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du conseil communal du 22/06/2016 qui décide entre autres d'approuver le projet de convention d'occupation, pour une période allant du 1er juillet 2016 au 31 novembre 2018 par la sprl Entrakt, des locaux du sous-sol, du rez-de-chaussée, du 1er étage et du 2ème étage du bâtiment communal sis rue de Liverpool 24;

Considérant que, d'après cette convention, la durée peut être prolongée si les travaux n'ont pas encore commencé.

Considérant que le courrier avec l'ordre de commencer les travaux indiquera comme date soit le 1er mars 2019, soit le 1er avril 2019;

Considérant qu'Entrakt est demandeur d'occuper le bien le plus longtemps possible;

DECIDE :

Article 1:

De prolonger la convention d'occupation du bâtiment communal, sis rue de Liverpool 24, 1080 Bruxelles, par Entrakt jusqu'au 28 février 2019 et d'approuver l'avenant à la convention: Article 2, 2ème phrase de la convention est maintenant à lire comme suit:

"Elle (la convention) entre en vigueur à compter de sa signature par les parties et prend fin de plein droit le 28/02/2019."

Article 2:

De prolonger, si le courrier avec l'ordre de commencer les travaux indique comme date le 1er avril 2019, la convention d'occupation du bâtiment communal, sis rue de Liverpool 24, 1080 Bruxelles, par Entrakt jusqu'au 31 mars 2019 et d'approuver dans ce cas un 2ème avenant à la convention: Article 2, 2ème phrase de la convention est alors à lire comme suit:

"Elle (la convention) entre en vigueur à compter de sa signature par les parties et prend fin de plein droit le 31/03/2019."

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - DWC Zinneke - EFRO -
Liverpoolstraat 24: Verlenging van de tijdelijke terbeschikkingstelling.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van 22/06/2016 waarin o.a. beslist wordt om het ontwerp van de gebruiksovereenkomst, voor een periode gaande van 1 juli 2016 tot 31 november 2018, door de bvba Entrakt, van de lokalen op de kelderverdieping, de benedenverdieping, de 1ste en de 2de verdieping van het gemeentelijk gebouw, gelegen te Liverpoolstraat 24 goed te keuren;

Overwegende dat, volgens deze overeenkomst, de duur verlengd kan worden als de werken nog niet gestart zijn;

Overwegende dat de brief waarin de start van de werken wordt opgelegd als datum ofwel 1 maart 2019 ofwel 1 april 2019 zal voorzien;

Overwegende dat Entrakt vragende partij is om het gebouw zo lang mogelijk te gebruiken;

BESLIST :

Artikel 1:

De gebruiksovereenkomst van het gemeentelijk gebouw, gelegen te Liverpoolstraat 24, 1080 Brussel, door Entrakt te verlengen tot 28 februari 2019 et het aanhangsel bij de overeenkomst goed te keuren: Artikel 2, tweede zin van de overeenkomst dient voortaan als volgt te worden gelezen:

"De overeenkomst treedt in werking vanaf de ondertekening door de partijen en wordt van rechtswege beëindigd op 28/02/2019."

Artikel 2:

Indien de bovengenoemde brief 1 april 2019 voorziet als opgelegde datum voor de start van de werken, de gebruiksovereenkomst van het gemeentelijk gebouw, gelegen te Liverpoolstraat 24, 1080 Brussel, door Entrakt te verlengen tot 31 maart 2019 et het aanhangsel bij de overeenkomst goed te keuren: Artikel 2, tweede zin van de overeenkomst dient voortaan als volgt te worden gelezen:

"De overeenkomst treedt in werking vanaf de ondertekening door de partijen en wordt van rechtswege beëindigd op 31/03/2019."

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0019 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Marchés Publics -
Construction d'un espace public et d'une crèche au Quai de l'Industrie 79, Rue de
Liverpool 24, Rue Heyvaert 87 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Rectificatif de l'avis
de marché - CDC 18.022.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 12 septembre 2018 décidant :

Article 1 :

D'approuver les termes de l'avis de marché et les conditions du marché relatifs à la construction d'un espace public et d'une crèche à Quai de l'Industrie 79, Rue de Liverpool 24, Rue Heyvaert 87 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2 :

D'approuver la dépense d'un montant estimé à 6.361.320,61 EUR HTVA, soit 8.466.917,75 EUR TVAC (révision des prix et marge budgétaire de 10% comprises) et de couvrir cette dépense comme suit :

LES PRIX SONT INDIQUES TVA (21%) ET REVISION/IMPREVUS (10%) COMPRIS

Articles	9302/731/60		9301/731/60		8440/72
subsidés	FEDER travaux 1. Grande Halle (1.A1) DC 2961 2. Crèche (1.F2) DC 2962	FEDER dépollution 1. Grande Halle (1.A1) DC 4356 2. Crèche (1.F2)	Région DC 5020	Commune	FRBRTC
Lot 1					
1.A1	210.696,66	176.737,33		-	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	187.471,28	72.712,65		-	-
Total	398.167,94	249.449,98		-	-
Lot 2					
1.A1	599.899,75	-		-	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	1.303.509,65	-	37.738,65	21.044,29	1.594.084,65
Total	1.903.409,40	-		58.782,94	1.594.084,65
Lot 3					

1.A1	259.975,26	-	420.301,79	22.121,15	-
1.A2	-	-	248.148,69	13.060,46	-
1.A3	-	-	-	-	-
1.F2	-	-	-	-	-
Total	259.975,26	-		703.632,08	-
Lot 4					
1.A1	-	-	305.946,06	16.102,42	-
1.A2	-	-	-	-	-
1.A3	-	-	-	-	-
1.F2	-	-	9.099,42	5.074,13	-
Total	-	-		336.222,04	-
TOTAL		8.466.917,75 EUR			

Article 3 :

De recourir à la procédure ouverte, soumise à la publicité européenne.

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant que diverses adaptations ont dû être apportées à l'avis de marché afin de permettre aux entreprises de remettre offre dans les meilleurs délais ;

Considérant que la date ultime de remise des offres, fixée au 22 octobre 2018 (à 10h) dans l'avis de marché, a été reportée au vendredi 26 octobre 2018 (à 14h);

Considérant qu'un rectificatif de l'avis de marché est par conséquent nécessaire ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article unique:

D'approuver les adaptations apportées à l'avis de marché relatif à la construction d'un espace public et d'une crèche au Quai de l'Industrie 79, Rue de Liverpool 24, Rue

Heyvaert 87, 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B4, B6, B32, B40.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Overheidsopdrachten -

Bouw van een publieke ruimte en van een crèche te Nijverheidskaai 79,

Liverpoolstraat 24, Heyvaertstraat 87, 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Rectificatie van de aankondiging van de opdracht - Bestek 18.022.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 12 september 2018 waarin werd beslist:

Artikel 1 :

De bepalingen van de aankondiging van de opdracht en de voorwaarden van de opdracht met betrekking tot de bouw van een publieke ruimte en van een crèche te Nijverheidskaai 79, Liverpoolstraat 24, Heyvaertstraat 87 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2 :

De uitgave voor een geraamd bedrag van 6.361.320,61 EUR EXCL. BTW, ofwel 8.466.917,75 EUR BTW INCL. (Prijsherziening en begrotingsmarge van 10% inbegrepen) goed te keuren en deze uitgave te dekken als volgt:

PRIJZEN ZIJN AANGEGEVEN INCLUSIEF 21% BTW EN 10% HERZIENING/ONVOORZIENE WERKEN

Artikels	9302/731/60		9301/731/60		8440/72
Subsidies	EFRO Werf 1. Grote Halle (1.A1) VR 2961 2. Crèche (1.F2) VR 2962	EFRO verontreiniging 1. Grote Halle (1.A1) VR 4356 2. Crèche (1.F2)	Gewest VR 5020	Gemeente	BGHGT
Perceel 1					
1.A1	210.696,66	176.737,33		-	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	187.471,28	72.712,65		-	-

Totaal	398.167,94	249.449,98		-	-
Perceel 2					
1.A1	599.899,75	-		-	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	1.303.509,65	-	37.738,65	21.044,29	1.594.084,65
Totaal	1.903.409,40	-		58.782,94	1.594.084,65
Perceel 3					
1.A1	259.975,26	-	420.301,79	22.121,15	-
1.A2	-	-	248.148,69	13.060,46	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	-	-		-	-
Totaal	259.975,26	-		703.632,08	-
Perceel 4					
1.A1	-	-	305.946,06	16.102,42	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	-	-	9.099,42	5.074,13	-
Totaal	-	-		336.222,04	-
TOTAAL		8.466.917,75 EUR			

Artikel 3:

De opdracht voor werken op te starten via openbare procedure met Europese bekendmaking;

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Overwegende dat er in de aankondiging van de opdracht verschillende aanpassingen moesten worden aangebracht om bedrijven in staat te stellen zo snel mogelijk een offerte in te dienen;

Overwegende dat de limietdatum voor de indiening van de offertes vastgesteld was op 22 oktober 2018 (om 10u) in de aankondiging van de opdracht en deze wordt uitgesteld naar vrijdag 26 oktober 2018 (om 14u);

Overwegende dat een rectificatie van de aankondiging van de opdracht bijgevolg noodzakelijk is;

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

De aangebrachte aanpassingen in de aankondiging van de opdracht met betrekking tot de bouw van een publieke ruimte en van een crèche te Nijverheidskaai 79, Liverpoolstraat 24, Heyvaertstraat 87, 1080 Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren.

Kopie van onderhavige beraadslaging over te maken aan de volgende diensten: B4, B6, B32, B40.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0020 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Service Marchés Publics - Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » - Opérations 1.C1, 1.C2A, et 1.C3 - Marché de travaux relatif à la reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean en ateliers, logements et un espace extérieur, sis Quai de l'Industrie 75, 77, 79 à Molenbeek-Saint-Jean - Rectificatif de l'avis de marché - CDC 18.025.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 12 septembre 2018 décidant :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes et l'avis de marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain relatifs à la reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean en ateliers, logements et un espace extérieur, sis Quai de l'Industrie 75, 77, 79 à Molenbeek-Saint-Jean, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne ».

Article 2 :

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et

Développement Urbain.

Article 3 :

De passer le marché de travaux par la procédure ouverte belge.

Article 4 :

D'approuver la dépense globale estimée pour les travaux à 3.677.729,36 HTVA (à différents taux selon l'opération, soit de 421.911,82 EUR de TVA), soit un total de 4.099.641,18 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 10% arrivant à un montant total de 4.509.605,30 EUR.

Article 5 :

D'approuver l'application de la clé de répartition des coûts par opération, à savoir :

Opération 1.C1	27,31%
Opération 1.C2A	63,52%
Opération 1.C3	9,17%

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Suite à la constatation d'une contradiction entre le contenu de l'avis de marché et le contenu du cahier des charges en ce qui concerne la date ultime de remise des offres relative à ce marché;

Considérant que la date ultime de remise des offres a été fixée au 22 octobre 2018 (à 10h) dans l'avis de marché, mais que le cahier des charges stipulait le 23 octobre 2018 (à 10h);

Considérant qu'un rectificatif de l'avis de marché est par conséquent nécessaire ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article unique:

D'approuver les adaptations apportées à l'avis de marché pour le marché relatif à la reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean en ateliers, logements et un espace extérieur, sis Quai de l'Industrie 75, 77, 79 à Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne », plus spécifiquement en ce qui concerne la date limite de remise des offres (le 22/10/2018 (à 10h)).

Copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B4, B6, B32, B40.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Dienst

Overheidsopdrachten - Duurzaam Wijkcontract «Zinneke» - Operaties 1.C1,

1.C2A, en 1.C3 - Opdracht voor werken betreffende de reconversie van een site gelegen te Sint-Jans-Molenbeek in ateliers, woningen en een buitenruimte, Nijverheidskaai 75, 77, 79 te Sint-Jans-Molenbeek. Rectificatie van de aankondiging van de opdracht - Bestek 18.025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 12 september 2018 waarin werd beslist:

Artikel 1

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling betreffende de reconversie van een site te Sint-Jans-Molenbeek in ateliers, woningen en een buitenruimte, gelegen Nijverheidskaai 75, 77, 79 te Sint-Jans-Molenbeek, in het kader van het Duurzaam Wijkcontract “Zinneke”, goed te keuren.

Artikel 2

Het ontwerp van de aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling goed te keuren.

Artikel 3

De opdracht voor werken te plaatsen via een openbare procedure.

Artikel 4

De globale uitgave geraamd op een bedrag van 3.677.729,36 btw excl. (met verschillende btw-bedragen volgens de operatie, met name 421.911,82 EUR) hetzij 4.099.641,18 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 10% komende op een totaal bedrag van 4.509.605,30 EUR btw. incl. goed te keuren.

Artikel 5

De toepassing van de sleutelverdeling van de kosten per operatie goed te keuren, met name :

Operatie 1.C1	27,31%
Operatie 1.C2A	63,52%
Operatie 1.C3	9,17%

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gezien de vaststelling van een tegenstrijdigheid tussen de inhoud van de aankondiging van de opdracht en de inhoud van het bestek wat de limietdatum van de indiening van de offertes betreft voor deze opdracht;

Gezien de limietdatum voor de indiening van de offertes vastgesteld werd op 22 oktober 2018 (om 10u) in de aankondiging van de opdracht, maar op 23 oktober 2018 (om 10u) in het bestek;

Gezien een rectificatie van de aankondiging van de opdracht bijgevolg noodzakelijk is;

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel:

De aangebrachte aanpassingen in de aankondiging van de opdracht goed te keuren voor de opdracht voor werken betreffende de reconversie van een site gelegen te Sint-Jans-Molenbeek in ateliers, woningen en een buitenruimte, Nijverheidskaai 75, 77, 79 te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke», meer bepaald wat de limietdatum betreft voor de indiening van de offertes (op 22/10/2018 (om 10u)).

Kopie van onderhavige beraadslaging over te maken aan de volgende diensten: B4, B6, B32, B40.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0021 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Quartier Durable Autour du Parc de l'Ouest - Approbation du programme complet du Contrat de Quartier Durable Autour du Parc de l'Ouest ainsi que du Rapport Sur les Incidences Environnementales y relatif.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'Ordonnance du 06/1/2016) du 24 novembre 2016 ;

Vu la notification de la décision de Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2017 (séance du 16/11/2017) par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale décide le lancement, en partenariat avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, du Contrat de Quartier Durable autour du périmètre urbain « Parc de l'Ouest » ;

Vu la décision du Collège en sa séance du 05 mars 2018 décidant e.a. d'attribuer et de passer commande à PTA Architecten pour la mission d'étude pour l'élaboration du programme de base dudit Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » ;

Vu la décision du Collège en sa séance du 02 juillet 2018 décidant d'approuver les phases 1 et 2 du programme de base du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » ;

Vu l'approbation des phases 1, 2 et 3 du dossier composant le programme de base par la Commission de Quartier lors de ses séances du 5 juin 2018, du 05 juillet 2018 et du 4 septembre 2018 ;

Prend connaissance du programme complet du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » ainsi que du Rapport Sur les Incidences Environnementales y relatif ;

Considérant que le programme de base complet du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » ainsi que le Rapport Sur les Incidences Environnementales y relatif ont été soumis à l'enquête publique pendant une période de 30 jours calendrier, soit du 28 aout 2018 au 26 septembre 2018, comme précisé dans

l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 06 octobre 2016 en son article 24, § 8, 1° ;

Considérant que suite à cette enquête publique 6 courriers de remarques dont 3 demandes d'être entendu ont été déposées au Service Urbanisme de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant l'avis officiel favorable de Bruxelles Environnement ci-annexé ;

Considérant l'avis favorable de la Commission de Concertation du 05 octobre 2018 ci-annexé ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le programme complet du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » ainsi que le Rapport Sur les Incidences Environnementales y relatif.

Copie de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B40 et aux pouvoirs subsidiaires.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Rondon Westpark - Goedkeuring van het volledige programma evenals het milieueffectenrapport van het Duurzaam Wijkcontract Rondon Westpark.

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie houdende de organisatie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016 en zijn uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende de uitvoering van de ordonnantie van 06/1/2016) van 24 november 2016 ;

Gezien de berichtgeving van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in datum van 21 november 2017 (zitting van 16/11/2017) waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest besluit om het Duurzaam Wijkcontract "Rondon Westpark" te lanceren, in samenwerking met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien de beslissing van het College in de zitting van 05 maart 2018 waarin het besluit werd genomen om PTA Architecten aan te stellen voor de studieopdracht voor de uitwerking van het basisprogramma het Duurzaam Wijkcontract "Rondon Westpark" ;

Gezien de beslissing van het College van 02 juli 2018 waarin het besluit werd genomen om fase 1 en 2 van het basisprogramma van het Duurzaam Wijkcontract "Rondon Westpark" goed te keuren ;

Gezien de goedkeuring van fase 1, 2 en 3 van het dossier waaruit het basisprogramma bestaat door de Wijkcommissie tijdens de zittingen van 5 juni 2018, 5 juli 2018 en 4 september 2018 ;

Kennis te nemen van het compleet basisprogramma evenals het milieueffectenrapport van het Duurzaam Wijkcontract "Rondon Westpark" ;

Overwegende dat het compleet basisprogramma van het Duurzaam Wijkcontract "Rondon Westpark" evenals het milieueffectenrapport werden onderworpen aan openbaar onderzoek voor een periode van 30 kalenderdagen, met name van 28 augustus 2018 tot 26 september 2018, zoals gespecificeerd in de organieke ordonnantie

houdende de organisatie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, artikel 24, § 8, 1° ;

Overwegende dat na dit openbaar onderzoek 6 brieven met opmerkingen werden ontvangen bij het Dienst Stedenbouw van het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek, waarvan 3 om gehoord te worden ;

Overwegende het officiële gunstig advies van Leefmilieu Brussel, hierbij toegevoegd ;
Overwegende het officiële gunstig advies van de Overlegcommissie van 05 oktober 2018, hierbij toegevoegd ;

BESLIST :

Enig artikel :

Het complete basisprogramma evenals milieueffectenrapport van het Duurzaam Wijkcontract “Rondom Westpark” goed te keuren.

Kopie van de huidige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten : B40 en de subsidiërende bevoegdheden.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0022 **Département Développement Durable et Espaces Publics**
Mobilité - Police de la circulation routière - Règlement général complémentaire -
Modifications.

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté Royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu les articles 117, 119 et 135 par. 2.1° de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Règlement général complémentaire sur la police de la circulation routière, approuvé par le Conseil communal en sa séance du 24 septembre 2014 et modifié en dernier lieu en séance du Conseil communal du 20 avril 2016 ;

Considérant que les avenues Joseph Baeck et Brigade Piron sont passées sous gestion régionale ;

Considérant l'ouverture prochaine d'une antenne du service de la Population dans la rue Charles Malis, n°40 ;

Qu'il y a dès lieu d'assurer l'accessibilité des lieux à tous les usagers, dans les meilleures conditions possibles ;

Considérant que la circulation à double sens dans l'avenue Carl Requette est rendue difficile dans le tronçon compris entre l'avenue Edmond Candries et l'avenue Joseph Lemaire, en raison du stationnement des véhicules ;

Qu'une mise à sens unique dudit tronçon permettra de régler le problème de circulation, et de régulariser le stationnement ;

Qu'autoriser la circulation uniquement dans le sens allant du carrefour avec l'avenue Joseph Lemaire, en direction de l'avenue Edmond Candries, constitue la meilleure

solution au regard du plan de circulation du quartier ;

Considérant, suite à l'analyse des dossiers de demande par le service de la mobilité, qu'il y a lieu d'aménager des zones de livraisons aux endroits suivants :

- Avenue Jean Dubrucq, n° 104-106, à la demande du commerce « sprl Deco Plan It » ;
- Rue des Etangs-Noirs, n° 42, à la demande du commerce « Eytan Pack sprl » ;
- Rue des Fuchsias, n°24-28, à la demande de la maison de repos « Les Fuchsias » ;
- Rue de l'Intendant, n° 270-272, à la demande de la société « Tekno Jad Equipment sprl » ;
- Rue Mommaerts n° 142, à la demande du magasin « Magetec sprl » ;
- Rue Piers, n° 44-46, à la demande du magasin « Brico Rabbat sprl » ;
- Rue Piers, n° 61-69, à la demande du magasin « Brico Rabbat sprl » ;
- Rue des Quatre-Vents, n°7, à la demande de la grande surface « Pit Stop » ;
- Rue Van Hoegaerde, n°9, à la demande de l'entreprise « Miss Invest » ;
- Rue Van Malder, entre le n°82 et n°82b à la demande de « Suske sprl » ;
- Rue de Ribaucourt n°105, réaménagement/projet introduit par la Région ;
- Rue de Ribaucourt n°107, réaménagement/projet introduit par la Région ;
- Rue de Ribaucourt, n° 10, réaménagement/projet introduit par la Région ;
- Rue de Ribaucourt, n° 58, réaménagement/projet introduit par la Région ;
- Rue de Ribaucourt, n° 72, réaménagement/projet introduit par la Région ;
- Rue de Ribaucourt, n° 88, réaménagement/projet introduit par la Région.

DECIDE :

De modifier le règlement général complémentaire comme suit :

1) Supprimer à l'article 1.1 (Sens interdit (mesure générale) (C1-F19))

6. rue de Ribaucourt, du boulevard Léopold II à la rue du Presbytère ;

2) Ajout à l'article 1.2 (Sens interdit, sens interdit sauf cyclistes (C1-F19 avec sigles))

167. avenue Carl Requette, de l'avenue Edmond Candries à l'avenue Joseph Lemaire ;

168. rue de la Belle au Bois Dormant, de la rue de la Cavatine à la rue du Scheutbosch ;

169. rue de Ribaucourt, du boulevard Léopold II à la rue du Presbytère ;

170. rue Marcel Betbèze, de la rue Révérend Père Pire à la rue des Fuchsias ;

171. rue Révérend Père Pire, de la rue du Paruck à la rue Marcel Betbèze ;

172. rue de la Sérénade, de la chaussée de Ninove à la rue de Moortebeek ;

173. rue Melpomène, de l'avenue Brigade Piron à la rue Osseghem.

3) Modification à l'article 1.2 (Sens interdit, sens interdit sauf cyclistes (C1-F19 avec sigles))

13. rue Pierre Victor Jacobs, de la rue de l'Intendant à la rue ~~Vanderstichelen~~ Michel Zwaab ;

52. rue des Mariniers, de la rue ~~du Cheval Noir~~ Brunfaut au quai du Hainaut ;

4) Supprimer à l'article 2.3bis (Accès interdit, excepté bus et cyclistes)

2. place de la Duchesse, de la rue de la Princesse à la chaussée de Ninove ;

3. place de la Duchesse, devant le numéro 27.

5) Ajout à l'article 4 1 b) (Accès interdit (masse), dont la masse en charge dépasse (C21), 3,5 tonnes (C23))

2. rue du Cheval Noir

6) Supprimer à l'article 19.5 (Régime de priorité de circulation, par signaux B22)

1. boulevard Machtens, avenues Brigade Piron et Joseph Baeck.

7) Modification à l'article 21.1 (stationnement interdit (E1) (mesure générale)

37. avenue Carl Requette, côté impair, de l'avenue Joseph Lemaire à l'avenue Edmond Candries ;

41. avenue Maurice Van Hemelrijck, ~~des deux côtés~~ côté droit en entrant dans la rue ;

8) Supprimer à l'article 21.5 (stationnement interdit (E1) (marché)

1. Zone 1, le jeudi, de 5h à 15h :

1. rue du Comte de Flandre, de la rue Sainte-Marie au Parvis Saint-Jean-Baptiste ;

5. rue Sainte-Marie.

9) Ajout à l'article 21.6 (stationnement interdit (E1) (manœuvres)

2. rue Ulens, du numéro 41 au numéro 43.

10) Ajout à l'article 24 (Stationnement, stationnement limité dans le temps (E9 +mention)

3. place Sainctelette, à hauteur du n° 2 ;

11) Ajout à l'article 24.2 a) 2 (Stationnement, stationnement payant, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement)

a) du lundi au samedi

27. avenue Jean Dubrucq, à hauteur du numéro 104/106, sur une distance de 12 mètres, de 8h à 18h ;

28. rue Van Hoegaerde, à hauteur du numéro 9, sur une distance de 14 mètres, de 7h à 17h ;

29. rue Van Malder, entre le 82 et 82b, sur une distance de 14,5 mètres, de 7h à 17h. ;

30. rue des Etangs Noirs, à hauteur du numéro 42, sur une distance de 12 mètres, de 9h à 18h ;
31. rue Mommaerts, à hauteur du numéro 142, sur une distance de 10 mètres, de 7h à 19h ;
32. rue de Ribaucourt, à hauteur du numéro 105, sur une distance de 12 mètres, de 7h à 19h ;
33. rue de Ribaucourt, à hauteur du numéro 107, sur une distance de 12 mètres, de 7h à 19h ;

b) du lundi au vendredi

27. rue des Quatre-Vents, à hauteur du numéro 7, sur une distance de 18 mètres, de 7h à 17h ;
28. rue Piers, à hauteur du numéro 44, sur une distance de 16 mètres, de 8h à 18h ;
29. rue Piers, à hauteur du numéro 61, sur une distance de 12 mètres, de 8h à 18h ;
30. rue de l'Intendant, à hauteur du numéro 270-272, sur une distance de 16 mètres, de 8h à 13h ;
31. rue de Ribaucourt, à hauteur du numéro 10, sur une distance de 12 mètres, de 9h à 18h ;
32. rue de Ribaucourt, à hauteur du numéro 58, sur une distance de 22 mètres, de 9h à 18h ;
33. rue de Ribaucourt, à hauteur du numéro 72, sur une distance de 12 mètres, de 9h à 18h ;
34. rue de Ribaucourt, à hauteur du numéro 88, sur une distance de 12 mètres, de 9h à 18h ;
35. rue Eugène Laeremans, à hauteur du numéro 1A, sur une distance de 15 mètres, de 9h à 18h

c) autre

4. rue des Fuchsias, à hauteur du numéro 24-28, sur une distance de 10 mètres, le lundi de 7h à 10h et du mardi au mercredi de 7h à 17h.

12) Supprimer à l'article 24.2 a) 2 (Stationnement, stationnement payant, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement)

a) du lundi au samedi

6. rue de Ribaucourt, à hauteur du numéro 11, sur une distance de 12 mètres, de 7h30 à 18h ;

b) du lundi au vendredi

4. rue de Ribaucourt, à hauteur du numéro 21, sur une distance de 20 mètres, de 7h30 à 18h ;

13) Supprimer à l'article 24.4.a) 2. (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux ambulances, sur 7 mètres) :

3. à hauteur des n° 26 et 28, rue de la Belle au Bois Dormant ;

14) Supprimer à l'article 24.4.a) 3. (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux personnes handicapées, sur 6 mètres) :

14. à hauteur du n° 3, rue de la Belle au Bois Dormant ;

19. à hauteur du n° 95, rue de la Borne ;

30. trois emplacements, place communale ;

41. à hauteur du n° 109, rue De Koninck.

15) Ajout à l'article 24.4 a) 3 (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux personnes handicapées, sur 6 mètres)

5. à hauteur du n° 34, rue des Béguines ;

10. à hauteur du n° 6, boulevard Belgica ;

15. à hauteur du n° 31, rue Edmond Bonehill ;

18. à hauteur du n° 51, rue de la Borne ;

20. à hauteur du n° 86, avenue Brigade Piron ;

26. à hauteur du n° 30, rue de la Célidée ;

56. à hauteur du n° 15, rue Doyen Fierens ;

64. à hauteur du n°9, rue de l'Eléphant ;

67. deux emplacements, rue du Facteur, devant le commissariat de Police. ;

72. à hauteur du n° 34, rue de Flessingue ;

74. à hauteur du n° 375, chaussée de Gand ;

87. à hauteur du n° 40, rue Haeck ;

96. à hauteur du n° 194, rue de l'Intendant ;

99. à hauteur du n° 5, rue Jean-Baptiste Janssen ;

100. à hauteur du n° 32, rue du Jardinier ;

101. à hauteur du n° 54, rue du Jardinier ;

102. à hauteur du n° 100, boulevard du Jubilé ;

105. à hauteur du n° 119, rue du Korenbeek ;

109. à hauteur du n° 92, rue Le Lorrain ;

110. à hauteur du n° 66, boulevard Léopold II ;

111. à hauteur du n° 27, avenue Joseph Lemaire ;

117. à hauteur du n° 101, boulevard Edmond Machtens ;

123. à hauteur du n° 38, rue de la Mélopée ;

129. à hauteur du n° 41, rue de la Meuse ;

136. à hauteur du n° 239, chaussée de Ninove ;

147. à hauteur du n° 18, rue de l'Ourthe ;

151. à hauteur du n° 11, rue Martin Pfeiffer ;

154. à hauteur du n° 164, rue Piers ;

158. à hauteur du n° 7, rue du Presbytère ;

162. à hauteur du n° 69, rue des Quatre Vents ;

170. à hauteur du n° 25, rue Sainte-Marie ;

175. à hauteur du n° 53, rue de la Semence ;

188. à hauteur du n° 1, rue Vandenboogaerde ;

193. à hauteur du n° 63, rue Vanderdussen ;

194. trois emplacements, un au numéro 4, un en face du numéro 4 et un au numero 6, rue Vandermaelen ;

196. à hauteur du n° 36, rue Vandernoot ;

198. à hauteur du n° 60, rue Vanderstichelen ;

- 204. à hauteur du n° 80, rue Van Kalck ;
- 206. à hauteur du n° 24, rue Jean Verbiest ;
- 207. à hauteur du n° 15, rue Verheyden ;
- 209. à hauteur du n° 53, rue Verrept-Dekeyser ;

16) Supprimer à l'article 24.4 a) 4 (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux véhicules de Police)

5. rue du Facteur, côté pair, en face des n°17 à 23 (huit emplacements).

17) Ajout à l'article 24.4 a) 8 (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux camions et camionnettes)

2. rue Hélène Ryckmans, entre la rue Doyen Fierens et la rue du Maroquin, du côté gauche dans le sens de la circulation automobile, le jeudi de 5 à 15 heures.

18) Ajout à l'article 30.1 (Zones 30, zone 30 (mesure générale) (F4a – F4b))

c) Zone Centre Historique

60. rue Piers, du boulevard Leopold II à la rue Mommaerts.

19) Ajout à l'article 33 (Zones piétonne (F103 – F105))

8. rue Pierre Victor Jacobs, de la rue Michel Zwaab à la rue Vanderstichelen ;

9. rue de la Petite Senne.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 32 votes positifs, 2 abstentions.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte Mobiliteit - Politie op het wegverkeer - Aanvullend algemeen reglement - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;

Gelet op het Ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Gelet op de artikels 117, 119 en 135 par. 2. 1° van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het aanvullend algemeen reglement op de politie op het wegverkeer, dat de Gemeenteraad in zijn zitting van 24 september 2014 goedgekeurd heeft en laatst gewijzigd werd tijdens de Gemeenteraad van 20 april 2016;

Overwegende dat de Joseph Baecklaan en de Brigade Pironlaan onder het beheer van het Gewest zijn overgegaan;

Overwegende de toekomstige opening van een antenne van de Bevolkingsdienst in de Charles Malisstraat, nr 40;

Omdat het nodig is om de toegankelijkheid, in de best mogelijke omstandigheden, voor alle gebruikers te verzekeren,

Overwegende dat het verkeer in twee richtingen in de Carl Requettelaan moeilijk is in het deel tussen de Edmond Candrieslaan en de Joseph Lemairelaan, vanwege de

geparkeerde voertuigen ;

Dat een wijziging naar éénrichtingsverkeer in dit deel van de straat het probleem op kan lossen, en het parkeren kan regulariseren;

De beste oplossing op gebied van het verkeersplan van de wijk is om, het verkeer alleen in de richting gaande van de kruispunt met de Joseph Lemairelaan, in de richting van de Edmond Candrieslaan, toe te staan;

Overwegende, dat na de analyse van de aanvraag dossiers door de dienst mobiliteit, het nodig is om de leveringszones aan te leggen op de volgende plaatsen:

- Jean Dubrucqelaan, nr 104-106, op aanvraag van de zaak « bvba Deco Plan It »;
- Zwarte Vijversstraat, nr 42, op aanvraag van de handelszaak « Eytan Pack bvba » ;
- Fuchsiasstraat, nr 24-28, op aanvraag van het rusthuis « Les Fuchsias » ;
- Opzichterstraat, nr 270-272, op aanvraag van het bedrijf « Tekno Jad Equipment bvba » ;
- Mommaertsstraat, nr 142, op aanvraag van de handelszaak « Magetec bvba »
- Piersstraat, nr 44-46, op aanvraag van de handelszaak « Brico Rabbat sprl » ;
- Piersstraat, nr 61-69, op aanvraag van de handelszaak « Brico Rabbat sprl » ;
- Vier-Windenstraat, nr 7, op aanvraag van de groothandel « Pit Stop » ;
- Van Hoegaerdestraat, nr 9, op aanvraag van het bedrijf « Miss Invest » ;
- Van Malderstaat, tussen het nr 82 en nr 82b, op aanvraag van « Suske sprl » ;
- de Ribaucourtstraat nr 105, heraanleg/project ingediend door het Gewest;
- de Ribaucourtstraat nr 107, heraanleg/project ingediend door het Gewest;
- de Ribaucourtstraat nr 10, heraanleg/project ingediend door het Gewest;
- de Ribaucourtstraat nr 58, heraanleg/project ingediend door het Gewest;
- de Ribaucourtstraat nr 72, heraanleg/project ingediend door het Gewest;
- de Ribaucourtstraat nr 88, heraanleg/project ingediend door het Gewest.

BESLIST :

Het aanvullend algemeen reglement op de politie op het wegverkeer goed te keuren.

1) Afschaffing in artikel 1.1 (Verboden rijrichting (algemene richtlijnen) (C1 - F19))

6. de Ribaucourtstraat, vanaf Leopold II laan tot de Pastorijstraat;

2) Toevoeging in artikel 1.2 (Verboden rijrichting, verboden rijrichting behalve voor fietsers (C1 - F19 met picto))

167. Carl Requettelaan, vanaf de Edmond Candrieslaan tot de Joseph Lemairelaan;

168. Schoonslaapsterstraat, vanaf de Cavatinestraat tot de Scheutboschstraat;

169. de Ribaucourtstraat, vanaf de Leopold II laan tot de Pastorijstraat ;

170. Marcel Betbezestraat, vanaf de Eerwaarde Pater Pire tot de Fuchsiasstraat ;

171. Eerwaarde Pater Pire, vanaf de Paruckstraat tot de Marcel Betbèze ;

172. Serenadestraat, vanaf de Steenweg op Ninove tot de Moortebeekstraat ;

173. Melpomenestraat, vanaf de Brigade Pironlaan tot de Osseghemstraat.

3) Wijziging in artikel 1.2 (Sens interdit, sens interdit sauf cyclistes (C1-F19 avec sigles)

13. Pierre Victor Jacobsstraat, vanaf de Opzichterstraat tot de ~~Vanderstichelenstraat~~
Michel Zwaabstraat ;

52. Schippersstraat, vanaf de ~~Zwart Paardstraat~~ Brunfautstraat tot de Henegouwenkaai;
- 4) Afschaffing in artikel 2.3bis (Verboden toegang, behalve voor bussen en fietsers)
2. Hertoging van Brabantplaats, vanaf de Prinsesstraat tot de Ninoofsesteenweg;
3. Hertoging van Brabantplaats, ter hoogte van het nummer 27.
- 5) Toevoeging in artikel 4 1 b) (Toegang verboden (beladen toestand), waarvan het gewicht in beladen toestand hoger is dan (C21), 3,5Ton (C23))
2. Zwarte Paardstraat.
- 6) Afschaffing in artikel 19.5 (Voorrangsregime, door verkeersbord B22)
1. Machtenslaan, Brigade Pironlaan en de Joseph Baecklaan.
- 7) Wijziging in artikel 21.1 (Parkeren verboden (E1) (algemene bepalingen))
37. Carl Requettelaan, onpare kant, vanaf de Joseph Lemairelaan tot de Edmond Candrieslaan;
41. Maurice Van Hemelrijklaan, ~~beide kanten~~, rechterkant bij het inrijden van de straat;
- 8) Afschaffing in artikel 21.5 (Parkeren verboden (E1) (marktdagen))
1. Zone 1, donderdag, van 5u tot 15u:
1. Graaf van Vlaanderenstraat, vanaf de Sint-Mariastraat tot de Sint-Jan-Baptist voorplein ;
5. Sint Mariastraat.
- 9) Toevoeging in artikel 21.6 (Parkeren verboden (E1) (*manoeuvres*))
2. Ulenstraat, vanaf het nummer 41 tot het nummer 43.
- 10) Toevoeging in het artikel 24 (Parkeren, Parkeren beperkt in tijd (E9a + vermelding))
3. Saincteletteplein, ter hoogte van het nr 2;
- 11) Toevoeging in artikel 24.2 a) 2 (betaald parkeren, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn)
- a) van maandag tot zaterdag
27. Jean Dubrucqlaan, ter hoogte van het nummer 104/106, over een afstand van 12 meter, van 8u tot 18u;
28. Van Hoegaerdestraat, ter hoogte van het nummer 9, over een afstand van 14 meter, van 7u tot 17u;
29. Van Malderstraat, tussen het nummer 82 en 82b, over een afstand van 14,5 meter, van 7u tot 17u;
30. Zwarte Vijverstraat, ter hoogte van het nummer 42, over een afstand van 12 meter, van 9u tot 18u;

31. Mommaertsstraat, ter hoogte van het nummer 142, over een afstand van 10 meter, van 7u tot 19u;
32. de Ribaucourtstraat, ter hoogte van het nummer 105, over een afstand van 12 meter, van 7u tot 19u;
33. de Ribaucourtstraat, ter hoogte van het nummer 107, over een afstand van 12 meter, van 7u tot 19u;
- b) van maandag tot vrijdag
27. Vier-Windenstraat, ter hoogte van het nummer 7, over een afstand van 18 meter, van 7u tot 17u;
28. Piersstraat, ter hoogte van het nummer 44, over een afstand van 16 meter, van 8u tot 18u ;
29. Piersstraat, ter hoogte van het nummer 61, over een afstand van 12 meter, van 8u tot 18u.;
30. Opzichterstraat, ter hoogte van het nummer 270-272, over een afstand van 16 meter, van 8u tot 13u ;
31. De Ribaucourtstraat, ter hoogte van het nummer 10, over een afstand van 12 meter, van 9u tot 18u;
32. De Ribaucourtstraat, ter hoogte van het nummer 58, over een afstand van 22 meter, van 9u tot 18u;
33. De Ribaucourtstraat, ter hoogte van het nummer 72, over een afstand van 12 meter, van 9u tot 18u;
34. De Ribaucourtstraat, ter hoogte van het nummer 88, over een afstand van 12 meter, van 9u tot 18u;
35. Eugene Laeremansstraat, ter hoogte van het nummer 1A, over een afstand van 15 meter, van 9u tot 18u.
- c) andere
4. Fuchsiusstraat, ter hoogte van het nummer 24-28, over een afstand van 10 meter, maandag, van 7u tot 10u en van dinsdag tot woensdag, van 7u tot 17u
- 12) Afschaffing in artikel 24.2 a) 2 (betaald parkeren, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn)
- a) van maandag tot zaterdag
6. Ribaucourtstraat, ter hoogte van het nummer 11 over een afstand van 12 meter, van 7u30 tot 18u;
- b) van maandag tot vrijdag
4. de Ribaucourtstraat, ter hoogte van het nummer 21, over een afstand van 20 meter, van 7u30 tot 18u;
- 13) Afschaffing in artikel 24.4.a) 2. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor ziekenwagens, over 7 meter) :
3. ter hoogte van het nr 26 en 28, Schoonslaapsterstraat ;
- 14) Afschaffing in artikel 24. 4.a) 3. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor gehandicapte personen, over 6 meter) :
14. ter hoogte van het nr 3, Schoonslaapsterstraat;
19. ter hoogte van het nr 95, Paalstraat;
30. drie plaatsen, Gemeenteplaats;
41. ter hoogte van het nr 109, De Koninckstraat.

15) Toevoeging in artikel 24.4 a) 3. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor gehandicapte personen, over 6 meter)

5. ter hoogte van het nr 34, Begijnenstraat;
10. ter hoogte van het nr 6, Belgicalaan;
15. ter hoogte van het nr 51, Edmond Bonehillstraat;
18. ter hoogte van het nr 51, Paalstraat;
20. ter hoogte van het nr 86, Brigade Pironlaan;
26. ter hoogte van het nr 30, Celideestraat;
56. ter hoogte van het nr 15, Doyen Fierensstraat;
64. ter hoogte van het nr 9, Olifantstraat;
67. twee plaatsen, Briefdragerstraat, voor het commissariaat van de Politie;
72. ter hoogte van het nr 34, Vlissingenstraat;
74. ter hoogte van het nr 375, Steenweg op Gent;
87. ter hoogte van het nr 40, Haeckstraat;
96. ter hoogte van het nr 194, Opzichterstraat;
99. ter hoogte van het nr 5, Jean-Baptiste Janssenstraat;
100. ter hoogte van het nr 32, Hovenierstraat;
101. ter hoogte van het nr 54, Hovenierstraat;
102. ter hoogte van het nr 100, Jubelfeestlaan ;
105. ter hoogte van het nr 119, Korenbeekstraat ;
109. ter hoogte van het nr 92, Le Lorrainstraat;
110. ter hoogte van het nr 66, Leopold II laan;
111. ter hoogte van het nr 27, Joseph Lemairestraat;
117. ter hoogte van het nr 101, Edmond Machtenslaan;
123. ter hoogte van het nr 38, Melopeestraat;
129. ter hoogte van het nr 41, Maasstraat;
136. ter hoogte van het nr 239, Steenweg op Ninove;
147. ter hoogte van het nr 18, Ourthestraat;
151. ter hoogte van het nr 11, Martin Pfeifferstraat;
154. ter hoogte van het nr 164, Piersstraat;
158. ter hoogte van het nr 7, Pastorijstraat;
162. ter hoogte van het nr 69, Vierwindenstraat;
170. ter hoogte van het nr 25, Sint-Mariastraat;
175. ter hoogte van het nr 53, Zaadstraat;
188. ter hoogte van het nr 1, Vandenboogaerdestraat;
193. ter hoogte van het nr 63, Vanderdussenstraat;
194. drie plaatsen, één voor het nummer 4, één tegenover het nummer 4 en één voor het nummer 6, Vandermaelenstraat;
196. ter hoogte van het nr 36, Vandernootstraat;
198. ter hoogte van het nr 60, Vanderstichelenstraat;
204. ter hoogte van het nr 80, Van Kalckstraat;
206. ter hoogte van het nr 24, Jean Verbieststraat;
207. ter hoogte van het nr 15, Verheydenstraat;
209. ter hoogte van het nr 53, Verrept-Dekeyserstraat.

16) Afschaffing in artikel 24.4 a) 4. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor politiewagens)

5. Briefdragerstraat, pare kant, tegenover de nummers 17 tot 23 (acht parkeerplaatsen).

17) Toevoeging in artikel 24.4 a) 8. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor lichte vrachtwagens en vrachtwagens)

2. Hélène Ryckmans, tussen de Doyen Fierensstraat en de Marokijnstraat, aan de linkerzijde in de rijrichting van het autoverkeer, donderdag van 5u tot 15u.

18) Toevoeging in artikel 30.1 (Zones 30, zone 30 (algemene richtlijnen) (F4a – F4b))

c) Zone Historisch Centrum

60. Piersstraat, vanaf de Leopold II laan tot de Mommaertsstraat.

19) Toevoeging in artikel 33 (Zones piétonne (F103 – F105)

8. Pierre Victor Jacobsstraat, vanaf de Michel Zwaabstraat tot de Vanderstichelenstraat

9. Kleine Zennestraat.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

24.10.2018/A/0023 **Département Développement Durable et Espaces Publics**
Mobilité - Réalisation d'un Plan de Déplacements d'Entreprise (PDE) pour la
Maison Communale.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1 juin 2017 relatif aux plans de déplacements d'entreprises pour tout organisme de plus de 100 travailleurs ;

Vu l'ordonnance du 2 mai 2013 portant sur le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 sur les plans de déplacements d'entreprise pour tout organisme de plus de 100 travailleurs ;

Vu l'arrêté royal d'exécution du chapitre XI de la loi-programme du 8 avril 2003 relatif à la collecte de données concernant les déplacements des travailleurs entre leur domicile et leur lieu de travail ;

Vu la décision de Collège prise en séance du 4 mars 2009, par laquelle il décide de marquer son accord sur la mise en place d'une commission PDE et ses missions ;

Vu les courriers de Bruxelles Environnement concernant l'obligation de plan de déplacements d'entreprise ;

Vu le Code des impôts sur les revenus et les nouvelles dispositions d'exonération fiscale en matière d'indemnité kilométrique pour les déplacements à vélo entre le domicile et le lieu de travail ;

Vu la décision de Collège du 28 mars 2012 concernant l'utilisation de véhicules de car-sharing auprès de la société Cambio, et ce pour les déplacements professionnels motorisés des agents communaux. Cette décision a aussi donné lieu à la souscription de

trois abonnements auprès de Cambio et qui sont toujours en cours aujourd'hui,
Considérant que le PDE pour les entreprises de plus de 100 personnes devait être remis au plus tard le 31 janvier 2018 ;

Considérant que Bruxelles Environnement précise qu'un plan de déplacements d'entreprise doit être réalisé pour l'Administration centrale et pour les services présents dans un rayon de 500 m, à savoir :

- La Maison communale - rue du Comte de Flandre 20 ;
- Le bâtiment du service Population - rue Sainte-Marie 25 ;
- La Maison des cultures et de la cohésion sociale - rue Mommaerts 4 ;

Considérant que les membres du personnel communal de ces 3 implantations ont majoritairement répondu à un questionnaire portant sur leur moyen de transport pour se rendre au travail ;

Considérant qu'une fiche d'accessibilité multimodale permet de faciliter l'accès de l'administration communale ;

Considérant que dans le cadre de l'élaboration d'un PDE, la STIB s'est associée à la Région Bruxelles-Capitale afin de proposer la réalisation d'une fiche d'accessibilité au prix de 538,26 € TVAC incluant 3 actualisations annuelles ;

Considérant que l'indemnité kilométrique vélo applicable actuellement pour les membres du personnel communale est fixé à 0,20 euro par kilomètre, alors que les nouvelles dispositions en matière d'exonération fiscale porte l'indemnité à 0,23 euro par kilomètre ;

Considérant que ces dernières années il a été constaté une sous-utilisation du service Cambio par les agents communaux pour les déplacements professionnels motorisés ;

Considérant que la Commission PDE s'est réuni en date du 07 mai 2018 afin de procéder à une dernière relecture du PDE remis par le service Mobilité, et dont le document reprend le diagnostic, les résultats d'enquêtes et le plan d'actions ;

Considérant les remarques de la Commission PDE et l'avis de retenir certaines mesures que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean s'efforcera de mettre en œuvre dans les limites du cadre budgétaire, à savoir :

- indexation de l'indemnité kilométrique vélo portée à 0,23 euro accompagnée d'une information aux travailleurs ;
- élaboration d'une fiche d'accessibilité (plan multimodal) via la STIB ;
- Plan d'actions en cas de pic de pollution, ou pour les autres situations d'urgence, pour limiter les déplacements et/ou encourager le transfert modal ;
- Suppression des abonnements Cambio ;

Considérant les nombreuses autres mesures secondaires reprises dans le PDE et laissées à l'appréciation de la Commune en terme de priorité. Il s'agit la plupart du temps de mesures axées sur des campagnes de sensibilisation et de promotion des modes de déplacement alternatifs ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le formulaire du plan de déplacements d'entreprise de Bruxelles Environnement pour la Maison communale (sis rue du Comte de Flandre 20), le bâtiment du service Population (sis rue Sainte-Marie 25), et de la Maison des cultures et

de la cohésion sociale (sis rue Mommaerts 4).

Article 2 :

D'approuver les mesures retenues par la Commission PDE, à savoir :

- indexation de l'indemnité kilométrique vélo portée à 0,23 euro accompagnée d'une information aux travailleurs ;
- élaboration d'une fiche d'accessibilité (plan multimodal) via la STIB ;
- Plan d'actions en cas de pic de pollution, ou pour les autres situations d'urgence, pour limiter les déplacements et/ou encourager le transfert modal ;
- Suppression des abonnements Cambio.

Article 3 :

De charger le Service Mobilité afin de coordonner la mise en œuvre de ces mesures avec les différents services concernés.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Mobiliteit - Uitwerking van een Bedrijfsvervoerplan (BVP) voor het
Gemeentebestuur.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2017 betreffende de bedrijfsvervoerplannen van bedrijven die meer dan 100 werknemers tewerkstellen ;

Gelet op de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 betreffende de bedrijfsvervoerplannen voor alle instellingen die meer dan 100 werknemers tewerkstellen ;

Gelet op het Koninklijk besluit houdende de uitvoering van hoofdstuk XI van de programmawet van 8 april 2003 betreffende de verzameling van gegevens over de woon-werkverplaatsingen van werknemers;

Gelet op de beslissing van het College in haar zitting van 4 maart 2009, waarin zij besluit zijn akkoord te geven op de oprichting van een commissie BVP en zijn opdrachten;

Gelet op de briefwisseling van Leefmilieu Brussel betreffende de verplichting van een bedrijfsvervoerplan;

Gelet op de Belastingcode op de inkomsten en de nieuwe bepalingen tot belastingvermindering op gebied van een kilometervergoeding voor de verplaatsingen per fiets tussen woon- en werkplaats;

Gelet op de beslissing van het College van 28 maart 2012 betreffende het gebruik van voertuigen voor car-sharing van de firma Cambio, en dit voor gemotoriseerde verplaatsingen van het gemeentepersoneel in het kader van het werk. Dit besluit resulteerde ook tot de inschrijving van drie Cambio abonnementen die tot op heden nog steeds gebruikt worden;

Overwegende dat het BVP voor bedrijven met meer dan 100 personen ten laatste op 31 januari 2018 ingediend moest worden;

Overwegende dat Brussel Leefmilieu preciseert dat een bedrijfsvervoerplan uitgevoerd moet worden voor het centraal gelegen gemeentebestuur en voor de diensten die aanwezig zijn in een straal van 500m, hetzij:

- Gemeentehuis – Graaf van Vlaanderenstraat, 20 ;
- Het gebouw van de Bevolkingsdienst – Sint-Mariastraat, 25 ;
- Het Huis van Culturen en Sociale Samenhang – Mommaertsstraat, 4 ;

Overwegende dat het gemeentepersoneel van deze drie implantaties voor het grootste deel een vragenlijst aangaande hun manier van verplaatsen naar het werk hebben beantwoord;

Overwegende dat een multimodale toegankelijkheidsfiche toelaat de toegang tot het gemeentebestuur te vergemakkelijken ;

Overwegende dat in het kader van de uitwerking van een BVP, de MIVB zich heeft verbonden met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om de realisatie van een toegankelijkheidsfiche voor te stellen voor de prijs van 538,26 € BTW inbegrepen, 3 jaarlijkse updates inbegrepen;

Overwegende dat de kilometervergoeding per fiets voor het gemeentepersoneel momenteel op 0,20 euro per kilometer is vastgelegd, terwijl de nieuwe bepalingen op gebied van de fiscale belastingvrijstelling een compensatie van 0,23 euro per kilometer aanbiedt;

Overwegende dat blijkt dat de laatste jaren het gebruik van de dienst Cambio door de gemeenteagenten voor de gemotoriseerde werkverplaatsingen onderbenut werd;

Overwegende dat de BVP commissie vergadert heeft op 07 mei 2018 voor een laatste gezamenlijke lezing van het ingediende BVP van de dienst Mobiliteit, en waarvan de diagnostiek, de resultaten van de enquêtes en de actieplannen, werden nagekeken

Overwegende dat de opmerkingen van de BVP commissie en het advies om bepaalde maatregelen die het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek in de mogelijkheid van het budgettair kader zal proberen uit te werken, deze zijn:

- indexatie op de kilometervergoeding voor fietsers vastgelegd op 0,23 euro vergezeld van een informatie voor de werknemers ;
- uitwerking van een toegankelijkheidsfiche (multimodaal plan) via de MIVB ;
- Actieplan in geval van pollutiepieken, of voor andere dringende gevallen, om de verplaatsingen te verminderen en/of een modale overgang aan te moedigen ;
- Afschaffing van de Cambio abonnementen.

Overwegende de verschillende andere secundaire maatregelen uit het BVP die in complete vrijheid van waardering in termen van belangrijkheid aan de gemeente worden overgelaten. Het betreft hier vooral maatregelen gericht op de sensibilisatie en de promotie van alternatieve middelen om zich te verplaatsen;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het formulier voor het Bedrijfsvervoerplan van Brussel Leefmilieu voor het Gemeentebestuur (Graaf van Vlaanderenstraat, 20), het gebouw van de Bevolkingsdienst (Sint-Mariastraat, 25), en van het Huis van Culturen en Sociale Samenhang (Mommaertsstraat, 4) goed te keuren.

Artikel 2 :

De maatregelen die door de BVP commissie genomen werden goed te keuren, te weten :

- indexatie van de kilometervergoeding voor fietsers vastgelegd op 0,23 euro vergezeld van een informatie voor de werknemers ;
- uitwerking van een toegankelijkheidsfiche (multimodaal plan) via de MIVB ;
- Actieplan in geval van pollutiepieken, of voor andere dringende gevallen, voor de verplaatsingen te verminderen en/of een modale overgang aan te moedigen ;
- Afschaffing van de Cambio abonnementen.

Artikel 3 :

De dienst Mobiliteit de opdracht te geven de uitwerking van deze maatregelen met de verschillende desbetreffende diensten te coördineren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0024 **Prévention et Vie Sociale**

Cultures - MCCS - Exposition « Etre humain, vivre ensemble » - du 12 mars au 2 mai 2018 - Soutien financier à l'Association des Amis de la Morale laïque de Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Vu le courrier daté du 18 juillet 2018, dans lequel Madame Hermine Thirion, présidente de l'Association des Amis de la Morale Laïque, sise au n°37/8 de l'avenue Carl Requette à 1080 Bruxelles, association de fait, demande un soutien financier de la commune pour l'organisation de l'exposition « Etre humain, vivre ensemble » au Château du Karreveld, qui a eu lieu du 12 mars au 2 mai 2018 ;

Vu le nouveau règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal en séance du 23 mai 2018 ;

Vu le rapport du 31 aout 2018 par lequel Madame Hermine Thirion a justifié l'exposition ;

Considérant que l'exposition proposait 12 tables d'activités ludiques à réaliser favorisant le questionnement et les mises en situation où le jeune public est actif ;

Considérant que plusieurs écoles de Molenbeek ont visité l'exposition gratuitement et de l'animation assurée par l'association « Les Petits Débrouillards » ;

Considérant que l'Association des Amis de la Morale Laïque demande une participation de la commune de 2.000 € ;

Considérant que la commune de Molenbeek-Saint-Jean pourrait soutenir l'événement à hauteur de 2.000 € ;

Considérant que les crédits nécessaires à ce soutien dans les frais d'organisation de de l'exposition « Etre humain, vivre ensemble » sont disponibles à l'article : "Image et Valorisation de la commune - Subsides aux organismes" (1053/332-02) du budget ordinaire 2018 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un soutien de 2.000 € pour les frais d'organisation de l'exposition « Etre humain, vivre ensemble » qui a eu lieu du 12 mars eu 2 mai 2018 au Château du Karreveld à l'Association des Amis de la Morale Laïque , sise au n°37/8 de l'avenue Carl Requette à 1080 Bruxelles, au n° de compte bancaire BE07 0011 0381 8166 ;

Article 2 :

De conditionner ce soutien à la présentation par l'Association des Amis de la Morale Laïque représentée par Hermine Thirion, d'une déclaration de créance ;

Article 3 :

De réserver cette dépense de 2.000 € sur l'article "Image et Valorisation de la commune - Subsidies aux organismes" (1053/332-02) du budget ordinaire 2018.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Culturen - HCSS - Tentoonstelling « Etre humain, vivre ensemble » - van 12 maart tot 2 mei 2018 - Financiële ondersteuning aan l'Association des Amis de la Morale laïque de Molenbeek-Saint-Jean.

DE RAAD,

Gelet de brief van 18 juli 2018 waarin Mevrouw Hermine Thirion, voorzitter van de feitelijke vereniging Amis de la Morale Laïque, gelegen in de Carl Requettelaan 37/8 te 1080 Brussel, een financiële steun vraagt aan de gemeente voor de organisatie van de tentoonstelling « Etre humain, vivre ensemble » in het Karreveldkasteel die plaats vond van 12 maart tot 2 mei 2018;

Gelet het nieuwe reglement betreffende de toekenning van subsidies aangenomen door de gemeenteraad tijdens de zitting van 23 mei 2018 ;

Gelet het rapport van 31 augustus waarmee Hermin Thirion de tentoonstelling heeft verantwoord;

Overwegende dat de tentoonstelling 12 tafels voorstelde om ludieke activiteiten te organiseren waarbij reflectie en rollenspel aan bod kwam voor een actieve implicatie van het jonge publiek;

Overwegende dat meerdere Molenbeekse scholen de tentoonstelling gratis bezochten en dat de animatie verzorgd werd door de vereniging « Les Petits Débrouillards » ;

Overwegende dat de vereniging van Amis de la Morale Laïque een steun van een bedrag van 2.000 € gevraagd heeft aan de gemeente;

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de tentoonstelling kan ondersteunen voor een bedrag van 2.000 € ;

Overwegende dat de beschikbare kredieten voor deze steun in de organisatiekosten van de tentoonstelling « Etre humain, vivre ensemble » beschikbaar zijn op het artikel "Uitstraling en valorisatie van de Gemeente – Subsidies aan instellingen" (1053/332-02) van de gewone begroting 2018;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een steun van 2.000 € toe te kennen aan de vereniging Amis de la Morale Laïque, gelegen in de Carl Requettelaan 37/8 te 1080 Brussel, bankrekeningnummer BE07

0011 0381 8166 , voor de organisatiekosten van de tentoonstelling « Etre humain, vivre ensemble » die plaatsvond van 12 maart tot 2 mei 2018 in het Karreveldkasteel;

Artikel 2 :

De steun te verbinden aan de voorlegging van een schuldvordering door de vereniging Amis de la Morale Laïque, vertegenwoordigd door Hermine Thirion;

Artikel 3 :

Deze uitgave van 2.000 € te reserveren op het artikel "Uitstraling en valorisatie van de Gemeente – Subsidies aan instellingen" (1053/332-02) van de gewone begroting 2018.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Hassan Ouassari entre en séance / treedt in zitting.

24.10.2018/A/0025 **Département Services généraux et Démographie**
Relations Internationales - Octroi d'un subside à l'asbl Belgian Equity Education
Movement - Projet centre pour handicapé mental à Palmarin.

LE CONSEIL,

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à soutenir les associations locales qui œuvrent en faveur des droits humains et de la solidarité internationale;

Vu le dossier introduit par l'asbl Belgian Equiy Educaion Movement (BEEM) relatif au soutien du projet "J'aime Rever" qui concerne un centre pour handicapé à Palmarin (village situé non loin de Mbour);

Considérant les objectifs de l'asbl visant à répondre au nécessités éducatives des élèves atteints de handicap mental qui ne bénéficient pas des conditions et des moyens pour favoriser leurs développements et contribuer à ce que les enfants en situation de handicap profitent des avantages de l'accès à l'éducation à l'aide des ressources humaines/techniques/matérielles adaptés à leur besoins;

Considérant que cette asbl vise également à promouvoir, au maximum, la qualité de vie, le bien-être physique, mental et social des élèves du Centre afin de faciliter leur intégration dans la vie active;

Considérant les crédits disponibles à l'article 1500/332-02 du budget ordinaire de l'exercice en cours;

Sur proposition du Collège échevinal;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 800,00 EUR à l'asbl Belgian Equity Education Movement (n° 674.907.984), sise chaussée de Wavre 1517- 1160 Bruxelles, afin de les soutenir concernant le projet "J'aime Rever", centre pour handicapé à Palmarin;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 1500/332-02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE73 7370 4559 1760 (communication: projet "J'aime Rever") de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de

l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Internationale Betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de vzw Belgian Equity Education Movement - Project centrum voor mentale gehandicapten in Palmarin.

DE RAAD,

Gelet op de sectorale politieke oriëntatienota die beoogt de lokale verenigingen te ondersteunen die ten voordele van de mensenrechten en de internationale solidariteit werken;

Gelet op het dossier ingediend door de vzw Belgian Equity Education Movement (BEEM) met betrekking tot de ondersteuning van het project "J'aime Rêver" betreffende een gehandicapcentrum in Palmarin (een dorp niet ver van Mbour);

Overwegende de doelstellingen van de vereniging die erop gericht zijn om tegemoet te komen aan de onderwijsbehoeften van leerlingen met een mentale handicap die de omstandigheden en middelen niet hebben om hun ontwikkeling te bevorderen, en om ertoe bij te dragen dat kinderen met een handicap de voordelen genieten van de toegang tot onderwijs via de aan hun behoeften aangepaste menselijke/technische/materiële middelen;

Overwegende dat deze vzw eveneens maximaal wil bijdragen tot de levenskwaliteit, het lichamelijke, mentale en sociale welzijn van de leerlingen van dit Centrum teneinde hun integratie in het actieve leven te vergemakkelijken;

Overwegende de beschikbare kredieten op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

Op voorstel van het Schepencollege;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 800,00 EUR toe te kennen aan de vzw Belgian Equity Education Movement (nr. 674.907.984), gelegen Waverssesteenweg 1517- 1160 Brussel, om deze te ondersteunen bij het project "J'aime Rêver", een gehandicapcentrum in Palmarin;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE73 7370 4559 1760 (mededeling: project "J'aime Rêver") van de vereniging.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Considérant que l'association a pour objectif de promouvoir la pratique du sport et la socialisation de jeunes issues de quartiers défavorisés ;

Considérant la volonté du club de participer à plusieurs open internationaux entre septembre et décembre 2018 ;

Considérant que Zakaria Haddou est un athlète Molenbeekois ;

Considérant la demande de soutien de l'association ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

De réserver un subside d'un montant de 700,00 EUR à l'asbl « leao de norte » (n° 0899 948 182), sise rue du Vélodrome, 97 à 7100 La Louvière afin de l'aider à faire participer ses jeunes à un maximum d'Open;

Article 2 :

de réserver la dépense à l'article 7640/332/02 (subsidés aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE93 3630 3940 4167 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le point est reporté.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw « leao de norte ».

DE RAAD,

Overwegende dat de vereniging als doelstelling heeft om de sportpraktijk en socialisering van jongeren uit benadeelde wijken te promoten;

Overwegende de wens van de club om deel te nemen aan verschillende open internationals, tussen september en december 2018;

Overwegende dat Zakaria Haddou is een Molenbeekse atleet;

Overwegende de aanvraag tot ondersteuning van de vereniging;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST:

Artikel 1:

een subsidie te reserveren ten bedrage van 700,00 EUR aan de vzw « leao de notre »

(n° 0899 948 182), gelegen Velodromstraat, 97 te 7100 La Louvière teneinde deze te helpen om haar jongeren te laten deelnemen aan een maximum van Open;

Artikel 2:

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 (subsidie aan organismen) van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer: BE93 3630 3940 4167 van de vereniging.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het punt wordt verdaagd.

24.10.2018/A/0027 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subsidie à « Team azarkan» (association de fait).

LE CONSEIL,

Considérant que la Team Azarkan est un club molenbeekoïse utilisant le sport comme vecteur d'insertion et de cohésion sociales ;

Considérant que cette organisation vise à offrir un encadrement sportif de qualité à ses publics, à les aider à lutter contre le désœuvrement et le décrochage scolaire ;

Considérant que ce club encourage les jeunes à s'accomplir en tant que citoyens autonomes, responsables et acteurs de leur vie ;

Considérant que cette organisation souhaite organiser le 27 janvier 2019, un championnat de kick Boxing et de Box Thai, à la salle de sport Beudin;

Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche citoyenne et sportive ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subsidie d'un montant de 1.000,00 EUR au club Team Azarkan (association de fait), sise rue Pierre-Viktor-Jacob, 17/19 à 1080 Bruxelles, pour l'aider à organiser son championnat de kick Boxing et de Box Thai, à la salle de sport Beudin;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE49 00013 4556 2071 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de club Team Azarkan (feitelijke vereniging).

DE RAAD,

Overwegende dat de club Team Azarkan een Molenbeekse vereniging is die de sport gebruikt als vector van sociale inschakeling en samenhang;

Overwegende dat deze organisatie een sportieve omkadering wenst te bieden aan haar doelgroepen om ze te helpen strijden tegen het nietsdoen en het schoolverzuim;

Overwegende dat deze vereniging de jongeren aanmoedigt om zich te ontplooiën tot autonome, verantwoordelijke burgers, die iets willen maken van hun leven.

Overwegende dat deze vzw wenst op 27 januari 2019 aanstaande een kampioenschap van kickboksen en Thaise kast, te organiseren in de spoorzaal Beudin ;

Overwegende dat deze vereniging aangemoedigd dient te worden in haar burgerlijke en sportieve aanpak;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie ten bedrage van 1.000,00 EUR toe te kennen aan de club Team Azarkan, gelegen Pierre-Viktor-Jacobstraat 17/19 te 1080 Brussel, om deze te helpen bij de organisatie van haar kampioenschap van kickboksen en Thaiseboksen, in de spoorzaal Beudin ;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE49 00013 4556 2071 van de vereniging.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichhoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0028 **Département Services généraux et Démographie**
Emploi - Octroi d'un subside à l'a.s.b.l. RAS EL HANOUT.

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides communaux arrêté par le Conseil communal en séance du 19 avril 1984 ;

Vu que l'a.s.b.l. RAS EL HANOUT située RUE Van Soust 565 à Molenbeek-Saint-Jean

a comme objet notamment la promotion d'une citoyenneté engagée et pluraliste ;
Vu que le projet porté par l'asbl RAS EL Hanout consiste en la mobilisation des acteurs molenbeekois et bruxellois pour la lutte contre la discrimination à l'emploi et la promotion de la diversité ;
Considérant que l'asbl RAS EL HANOUT mobilise le théâtre action comme outil de travail ;
Considérant qu'au travers le théâtre action, le demandeur d'emploi participe activement à l'œuvre et peut ainsi intégrer des outils qui lui permettront de faire face à la discrimination ;
Considérant que ce subside sera liquidé sur le compte bancaire de l'asbl RAS EL HANOUT ;
Considérant les crédits disponibles à l'article budgétaire 8510/332/02 de l'exercice en cours.

DECIDE :

Article 1 :

De proposer au Conseil communal d'accorder un subside d'un montant de € 1000,00 à l'a.s.b.l. RAS EL HANOUT située RUE Van Soust 565 à Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2 :

De réserver la dépense de € 1000,00 et de l'imputer à l'article budgétaire 8510/332/02 de l'exercice en cours et de verser le montant sur le compte bancaire IBAN BE95 9797 8589 9658 de l'Asbl RAS EL HANOUT, N° d'entreprise : 0823 548 608.

Article 3 :

De charger le service Emploi de prendre les dispositions requises à cet effet.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Tewerkstelling - Toekenning van een subsidie aan de vzw RAS EL HANOUT.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies door de Gemeenteraad in zitting van 19 april 1984;

Gelet op het feit dat de vzw RAS EL HANOUT, gelegen Van Souststraat 565 te Sint-Jans-Molenbeek als doelstelling met name de bevordering heeft van een geëngageerd en pluralistisch burgerschap;

Gelet op het feit dat het project gedragen door de vzw RAS EL HANOUT erin bestaat de Molenbeekse en Brusselse actoren te mobiliseren voor de bestrijding van de discriminatie bij tewerkstelling en de bevordering van de diversiteit;

Overwegende dat de vzw RAS EL HANOUT het actietheater mobiliseert als werkinstrument;

Overwegende dat via het actietheater, de werkzoekende actief deelneemt aan het werk en zo gebruik kan maken van de instrumenten die hem toelaten het hoofd te bieden aan de discriminatie;

Overwegende dat deze subsidie zal betaald worden op de bankrekening van de vzw RAS EL HANOUT;

Overwegende de beschikbare kredieten op artikel 8510/332/02 van het lopende dienstjaar;

BESLIST :

Artikel 1 :

Aan de Gemeenteraad voor te stellen een subsidie van een bedrag van 1000.00 EUR toe te kennen aan de vzw RAS EL HANOUT, gelegen Van Souststraat 565 te Sint-Jans-Molenbeek.

Artikel 2 :

De uitgave van 1000,00 EUR te reserveren en aan te rekenen op budgettair artikel 8510/332/02 van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer IBAN BE95 9797 8589 9658 van de vzw RAS EL HANOUT, ondernemingsnummer: 0823 548 608.

Artikel 3 :

De dienst Tewerkstelling te belasten met het nemen van vereiste beschikkingen hiervoor.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0029 **Département Services généraux et Démographie**
Action sociale - Octroi d'un subside aux communes dans le cadre de l'octroi d'une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13 février 2003 - Arrêté du gouvernement du 21 juin 2018 accordant un subside aux communes participant à la mise en place d'un atelier personnalisé au sein de leur CPAS - Approbation du projet de convention.

LE CONSEIL,

Vu l'article 119 de la Nouvelle Loi communale;

Vu la lettre du 26 juillet 2018 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale informe la commune de Molenbeek-Saint-Jean qu'un subside de 41.400,00 euros a été accordé pour la mise en place d'un atelier pédagogique personnalisé au sein de son CPAS;

Attendu qu'il y a lieu de soumettre la convention d'octroi du subside au conseil communal;

Attendu que la Commune s'engage à reverser au CPAS, intégralement et dans les 30 jours de la réception de la somme, l'intégralité de la subvention;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le projet de convention entre la Région de Bruxelles - Capitale et la Commune de Molenbeek-saint-Jean octroyant un subside de 41.400,00 euros pour l'organisation d'un atelier pédagogique spécialisé au sein de son CPAS.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Sociale Actie - Toekenning van een subsidie aan de gemeenten in het kader van de toekenning van een bijzondere toelage in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003 - Besluit van de regering tot toekenning van een subsidie aan de gemeenten die deelnemen aan de organisatie van een individuele pedagogische workshop in hun OCMW - Goedkeuring van de ontwerpovereenkomst.

DE RAAD,

Gezien artikel 119 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de brief van 26 juli 2018 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de Gemeente ervan informeert dat een subsidie van 41.400,00 euros toegekend werd voor de organisatie van een gepersonaliseerd pedagogische workshop;

Overwegende dat het nodig is de ontwerp-toekenningsovereenkomst aan de Gemeenteraad voor te stellen;

Overwegende dat de Gemeente zich ertoe verbindt om de som integraal aan het OCMW en binnen de 30 dagen van de ontvangst ervan terug te storten;

BESLUIT :

Enig artikel :

De ontwerpovereenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek tot toekenning van een subsidie van 41.400,00 euros voor de organisatie van een gespecialiseerde pedagogische workshop in het OCMW goed te keuren.

Ondehavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0030 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Marchés Publics - Marché de travaux relatif à la reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean en ateliers, logements et un espace extérieur, sis Quai de l'Industrie 75, 77, 79, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne ». - CDC 18.025 - Non attribution - Approbation de la relance du marché avec adaptations des conditions.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Vu la décision du Conseil Communal du 12 septembre 2018 décidant :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes et l'avis de marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain

relatifs à la reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean en ateliers, logements et un espace extérieur, sis Quai de l'Industrie 75, 77, 79 à Molenbeek-Saint-Jean, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne ».

Article 2 :

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain.

Article 3 :

De passer le marché de travaux par la procédure ouverte belge.

Article 4 :

D'approuver la dépense globale estimée pour les travaux à 3.677.729,36 HTVA (à différents taux selon l'opération, soit de 421.911,82 EUR de TVA), soit un total de 4.099.641,18 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 10% arrivant à un montant total de 4.509.605,30 EUR.

Article 5 :

D'approuver l'application de la clé de répartition des coûts par opération, à savoir :

Opération 1.C1	27,31%
Opération 1.C2A	63,52%
Opération 1.C3	9,17%

Considérant qu'aucune offre n'est parvenue à l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean avant la date et heure du 22 octobre 2018 à 10h00, date et heure limite d'ouverture d'offres ;

Considérant que le marché ne peut donc pas être attribué et qu'il y a lieu de relancer le marché par procédure ouverte belge vu que les conditions initiales du marché seront substantiellement modifiées, notamment la suppression de la mention 'sous peine de nullité' concernant le montant maximal de l'offre et la modification des clauses du cahier des charges ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, plus précisément son article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010) du 27 mai 2010 ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 et son arrêté d'exécution (Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de Quartier Durable) du 24 novembre 2016 ;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale – cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck - daté du 23 décembre 2013 notifiant à la Commune l'octroi d'un Contrat de Quartier Durable dénommé « Petite Senne » ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 2014 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve le dossier de base du Contrat de Quartier Durable «

Petite Senne» ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mai 2016 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve la première modification du dossier de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne» ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 mai 2017 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve la deuxième modification du dossier de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne» ;

Considérant que le projet vise la reconversion d'un site sis Quai de l'Industrie 75-77 et 79 en ateliers, logements et un espace extérieur dans le cadre du Contrat de Quartier Durable " Petite Senne " ;

Vu le dossier de base dans lequel sont reprises les opérations 1.C1, 1.C2A, et 1.C3;

Considérant que pour procéder à l'exécution des travaux de reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean, Quai de l'Industrie 75,77 et 79, divisé en opérations dans le cadre du Contrat de Quartier Durable «Petite Senne», il y a lieu de lancer un marché de travaux;

Considérant que les opérations comprennent les travaux suivants :

1.C1 : la construction d'un rez-de-chaussée avec des espaces productifs et des équipements d'intérêt collectif ;

1.C2A : la construction aux étages d'un ensemble de logements assimilés au logement social de type habitat intergénérationnel ainsi qu'un logement de concierge et

1.C3 : l'aménagement d'un espace extérieur (cour collective), dans le cadre du Contrat de Quartier Durable «Petite Senne»;

Considérant que le marché n'est pas divisé en lots ;

Considérant que la dépense globale pour les travaux peut être estimée à 4.005.268,39 EUR HTVA (à différents taux de TVA selon l'opération, soit de 458.008,90 EUR de TVA), soit un total de 4.463.277,55 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 10% arrivant à un montant total de 4.909.605,30 EUR pour le marché de travaux relatif à la reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean en ateliers, logements et un espace extérieur, sis Quai de l'Industrie 75, 77 et 79, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne », à savoir par opération :

Montant de l'estimation			
Estimation HTVA	Opération 1.C1 :	€ 1.086.427,05	
	Opération 1.C2A :	€ 2.553.981,30	
	Opération 1.C3 :	€ 364.860,04	
		total HTVA	€ 4.005.268,39
Estimation TVAC	Opération 1.C1 :	€ 1.314.576,72	TVA (21%)
	Opération 1.C2A :	€ 2.707.220,18	TVA (6%)
	Opération 1.C3 :	€ 441.480,65	TVA (21%)
		total TVAC	€ 4.463.277,55
Estimation TVA et révision comprise	Opération 1.C1 :	€ 1.446.034,40	TVA (21%) et révision comp
	Opération 1.C2A :	€ 2.977.942,19	TVA (6%) et révision comp

	Opération 1.C3 :	€ 485.628,71	TVA (21%) et révision comp
		Total révision et TVAC	€ 4.90

Considérant que les crédits relatifs aux travaux sont prévus :

- pour l'opération 1.C1 à l'article 9301/731/60
- pour l'opération 1.C2A à l'article 9301/731/60 et 9304/731/60 (850.000 EUR: Politique de la Ville)
- pour l'opération 1.C3 à l'article 9301/731/60

du budget extraordinaire de l'exercice 2018 et qu'ils seront couverts de la façon suivante:

Opération	Mode de financement	Montant	Total
Opération 1.C1 :			
emprunts :		€ 161.826,42	
Subsides par l'instance :	Contrat de Quartier Durable 'Petite Senne' (DC 5020)	€ 1.284.207,97	€ 1.446.034,40
Opération 1.C2A:			
emprunts :		€ 219.521,24	
subsidés par l'instance :	Contrat de Quartier Durable 'Petite Senne' (DC 5020)	€ 1.908.420,95	
subsidés par l'instance :	Politique de la Ville (DC 4153)	€ 850.000,00	€ 2.977.942,19
Opération 1.C3 :			
emprunts :		€ 59.132,59	
subsidés par l'instance :	Contrat de Quartier Durable 'Petite Senne' (DC 5020)	€ 426.496,12	€ 485.628,71

Considérant le Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » comporte trois opérations, à savoir :

- 1.C1 : la construction d'un rez-de-chaussée avec des espaces productifs et des équipements d'intérêt collectif ;
- 1.C2A : la construction aux étages d'un ensemble de logements assimilés au logement social de type habitat intergénérationnel ainsi qu'un logement de concierge et
- 1.C3 : l'aménagement d'un espace extérieur (cour collective), qui sont situés dans un seul et même bâtiment et partagent de nombreuses parties communes ;

Considérant qu'il est nécessaire de définir les coûts des travaux par opération afin de pouvoir justifier les dépenses des travaux auprès des différents pouvoirs subsidiaires;
Considérant qu'il est souhaitable de fixer dès à présent la quote-part pour chaque opération:

Opération 1.C1	27,31%
Opération 1.C2A	63,52%
Opération 1.C3	9,17%

Prend connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges et de ses annexes établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain;
Considérant que conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin et à l'article 11 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017, une procédure ouverte belge est autorisée pour le marché de travaux compte tenu du fait que la dépense globale estimée est inférieure à 5.548.000,00 EUR HTVA ;

D E C I D E :

Article 1:

D'approuver les modifications aux documents du marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain relatifs au marché de travaux relatif à la reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean en ateliers, logements et un espace extérieur, sis Quai de l'Industrie 75, 77 et 79, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » et de les faire sien;

Article 2:

De relancer le marché de travaux et de le passer par une procédure ouverte belge ;

Article 3 :

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain.

Article 4:

D'approuver la dépense globale estimée pour les travaux à 4.005.268,39 EUR HTVA (à différents taux selon l'opération, soit de 458.008,90 EUR de TVA), soit un total de 4.463.277,55 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 10% arrivant à un montant total de 4.909.605,30 EUR.

Article 5 :

D'approuver l'application de la clé de répartition des coûts par opération, à savoir :

Opération 1.C1	27,31%
Opération 1.C2A	63,52%
Opération 1.C3	9,17%

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Overheidsopdrachten -

Opdracht voor werken betreffende de reconversiewerken van een site te Sint-Jans-Molenbeek in ateliers, woningen en een buitenruimte, gelegen te Nijverheidskaai 75,

77, 79, in het kader van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke».- Bestek 18.025 – Niet gunning - Goedkeuring van de herlancering van de opdracht met aangepaste voorwaarden.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 12 september 2018 waarin werd beslist;

Artikel 1

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling betreffende de reconversie van een site te Sint-Jans-Molenbeek in ateliers, woningen en een buitenruimte, gelegen Nijverheidskaai 75, 77, 79 te Sint-Jans-Molenbeek, in het kader van het Duurzaam Wijkcontract “Zinneke”, goed te keuren.

Artikel 2

Het ontwerp van de aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling goed te keuren.

Artikel 3

De opdracht voor werken te plaatsen via een openbare procedure.

Artikel 4

De globale uitgave geraamd op een bedrag van 3.677.729,36 btw excl. (met verschillende btw-bedragen volgens de operatie, met name 421.911,82 EUR) hetzij 4.099.641,18 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 10% komende op een totaal bedrag van 4.509.605,30 EUR btw. incl. goed te keuren.

Artikel 5

De toepassing van de sleutelverdeling van de kosten per operatie goed te keuren, met name :

Operatie 1.C1	27,31%
Operatie 1.C2A	63,52%
Operatie 1.C3	9,17%

Overwegende dat geen enkele offerte werd ingediend bij het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek vóór de datum en het uur van 22 oktober 2018 om 10u, limietdatum voor de opening van de offertes;

Overwegende dat de opdracht dus niet kan gegund worden en dat de opdracht terug moet geplaatst worden via een Belgische openbare procedure, gezien de oorspronkelijke voorwaarden van de opdracht wezenlijk zullen gewijzigd worden, met name de opheffing van de vermelding ‘op straffe van nietigheid’ betreffende het maximale bedrag van de offerte en de wijziging van clausules in het bestek;

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36, Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gezien de Ordonnantie over stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 en haar uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot uitvoering van de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gezien de Ordonnantie over stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016 en haar uitvoeringsbesluit (Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de Duurzame Wijkcontracten) van 24 november 2016 ;

Gezien het schrijven van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - kabinet van Minister Evelyne Huytebroeck – in datum van 23 december 2013 die het Gemeentebestuur inlichtte over de toekenning van Duurzaam Wijkcontract, «Zinneke» genaamd;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 december 2014 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke» ter kennis neemt en goedkeurt;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 25 mei 2016 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de eerste wijziging van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract “Zinneke” ter kennis neemt en goedkeurt;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 mei 2017 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de tweede wijziging van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract “Zinneke” ter kennis neemt en goedkeurt;

Gezien het project de omzettingenwerken beoogt van een site gelegen te Nijverheidskaai 75, 77, 79 in ateliers, woningen en een buitenruimte in het kader van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke»;

Gezien het basisdossier waarin de operaties 1.C1, 1.C2A, et 1.C3 werden opgenomen;
Overwegende dat om te kunnen overgaan tot de uitvoering van de werken voor de omzettingenwerken van een site in Sint-Jans-Molenbeek, gelegen te Nijverheidskaai 75, 77, 79 die verdeeld is in operaties, er nood is aan het lanceren van een opdracht voor werken;

Overwegende dat de operaties de volgende werken omvatten:

1.C1: de bouw van een gelijkvloers met productieve ruimtes of uitrustingen van algemeen nut;

1.C2A: de bouw op de verdiepingen van een geheel aan woningen die gelijkgesteld zijn aan sociale woningen van het type intergenerationeel wonen alsook een conciërgewoning en

1.C3: de inrichting van een buitenruimte (gemeenschappelijke patio), in het kader van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke».

Overwegende dat de opdracht niet in percelen is verdeeld;

Overwegende dat de globale uitgave van de werken geraamd kan worden op een bedrag van 4.005.268,39 EUR btw excl. (met verschillende btw-bedragen volgens de operatie, met name 458.008,90 EUR) hetzij 4.463.277,55 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 10% komende op een afgerond bedrag van de 4.909.605,30 EUR btw. incl. voor de opdracht voor werken betreffende de reconversiewerken van een site te Sint-Jans-Molenbeek in ateliers, woningen en een buitenruimte, gelegen te Nijverheidskaai 75, 77 en 79, in het kader van het Duurzaam Wijkcontract “Zinneke”, met name per operatie:

Bedrag van de raming			
Raming btw excl.	Operatie 1.C1 :	€ 1.086.427,05	

	Operatie 1.C2A :	€ 2.553.981,30	
	Operatie 1.C3 :	€ 364.860,04	
		totaal btw excl.	€ 4.0
Raming btw incl.	Operatie 1.C1 :	€ 1.314.576,72	btw (21%)
	Operatie 1.C2A :	€ 2.707.220,18	btw (6%)
	Operatie 1.C3 :	€ 441.480,65	btw (21%)
		totaal btw. incl	€ 4.4
Raming btw en marge inbegrepen	Operatie 1.C1 :	€ 1.446.034,40	btw (21%) en marge inbegre
	Operatie 1.C2A :	€ 2.977.942,19	btw (6%) en 1 marge inbegre
	Operatie 1.C3 :	€ 485.628,71	btw (21 en 10 inbegrepen
		Totaal marge en btw incl.	€ 4.9

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn:

- voor operatie 1.C1 op het artikel 9301/731/60
- voor operatie 1.C2A op het artikel 9301/731/60 et 9304/731/60 (850.000 EUR: Stadsbeleid)
- voor operatie 1.C3 op het artikel 9301/731/60

van de buitengewone begroting van dienstjaar 2018 et dat ze op de volgende wijze zullen gedekt worden:

Operatie	Financieringswijze	Bedrag	Totaal
Operatie 1.C1 :			
leningsgelden :		€ 161.826,42	
Subsidie via de instantie:	Duurzaam Wijkcontract « Zinneke » (VR 5020)	€ 1.284.207,97	€ 1.446.034,40
Operatie 1.C2A :			
leningsgelden:		€ 219.521,24	
Subsidie via de instantie :	Duurzaam Wijkcontract « Zinneke » (VR 5020)	€ 1.908.420,95	
Subsidie via de instantie:	Stadsbeleid (VR 4153)	€ 850.000,00	€ 2.977.942,19
Operatie 1.C3 :			
leningsgelden:		€ 59.132,59	

Subsidie via de instantie:	Duurzaam Wijkcontract « Zinneke » (VR 5020)	€ 426.496,12	€ 485.628,71
----------------------------	---	--------------	--------------

Overwegende dat het Duurzaam Wijkcontract « Zinneke » drie operaties omvat, met name:

1.C1: de bouw van een gelijkvloers met productieve ruimtes of uitrustingen van algemeen nut;

1.C2A: de bouw op de verdiepingen van een geheel aan woningen die gelijkgesteld zijn aan sociale woningen van het type intergenerationeel wonen alsook een conciërgewoning en

1.C3: de inrichting van een buitenruimte (gemeenschappelijke patio), die in één enkel gebouw gelegen zijn en die verschillende gemeente delen omvatten ;
Overwegende dat het nodig is om de kosten van de werken per operatie te definiëren om de uitgaven van de werken te kunnen staven ten aanzien van de verschillende subsidiërende overheden;

Overwegende dat het wenselijk is om vanaf heden de sleutel vast te leggen voor elke operatie :

Operatie 1.C1	27,31%
Operatie 1.C2A	63,52%
Operatie 1.C3	9,17%

Neemt kennis van de documenten van de opdracht, met name het bestek en de bijlagen, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 36 van de Wet van 17 juni 2016 en artikel 11 van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 een Belgische openbare procedure toegelaten is voor de opdracht voor werken, gezien de totale geschatte uitgave lager is dan 5.548.000,00 EUR btw excl.;

BESLIST :

Artikel 1:

De aanpassingen aan de opdrachtdocumenten, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling betreffende de opdracht voor werken betreffende de reconversiewerken van een site te Sint-Jans-Molenbeek in ateliers, woningen en een buitenruimte, gelegen te Nijverheidskaai 75, 77 en 79, in het kader van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke» goed te keuren.

Artikel 2:

De opdracht voor werken te herlanceren en te plaatsen via een Belgische openbare procedure.

Artikel 3:

Het ontwerp van de aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling goed te keuren.

Artikel 4 :

De globale uitgave geraamd op een bedrag van 4.005.268,39 EUR btw excl. (met verschillende btw-bedragen volgens de operatie, met name 458.008,90 EUR) hetzij 4.463.277,55 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 10% komende op een totaal bedrag van 4.909.605,30 EUR btw. incl. goed te keuren.

Artikel 4:

De toepassing van de sleutelverdeling van de kosten per operatie goed te keuren, met name :

Operatie 1.C1	27,31%
Operatie 1.C2A	63,52%
Operatie 1.C3	9,17%

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

24.10.2018/A/0031 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Marchés Publics -
Construction d'un espace public et d'une crèche au Quai de l'Industrie 79, Rue de
Liverpool 24, Rue Heyvaert 87 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Rectificatif de l'avis
de marché et du cahier des charges - CDC 18.022.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Vu la décision du Conseil Communal du 12 septembre 2018 décidant :

Article 1 :

D'approuver les termes de l'avis de marché et les conditions du marché relatifs à la construction d'un espace public et d'une crèche à Quai de l'Industrie 79, Rue de Liverpool 24, Rue Heyvaert 87 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2 :

D'approuver la dépense d'un montant estimé à 6.361.320,61 EUR HTVA, soit 8.466.917,75 EUR TVAC (révision des prix et marge budgétaire de 10% comprises) et de couvrir cette dépense comme suit :

LES PRIX SONT INDIQUES TVA (21%) ET REVISION/IMPREVUS (10%)
 COMPRIS

Articles	9302/731/60		9301/731/60		8440/72
subsidés	FEDER travaux 1. Grande Halle (1.A1) DC 2961 2. Crèche (1.F2) DC 2962	FEDER dépollution 1. Grande Halle (1.A1) DC 4356 2. Crèche (1.F2)	Région DC 5020	Commune	FRBRTC
Lot 1					
1.A1	210.696,66	176.737,33		-	-

1.A2	-	-	-	-	-
1.A3	-	-	-	-	-
1.F2	187.471,28	72.712,65	-	-	-
Total	398.167,94	249.449,98	-	-	-
Lot 2					
1.A1	599.899,75	-	-	-	-
1.A2	-	-	-	-	-
1.A3	-	-	-	-	-
1.F2	1.303.509,65	-	37.738,65	21.044,29	1.594.084,65 9
Total	1.903.409,40	-	-	58.782,94	1.594.084,65 9
Lot 3					
1.A1	259.975,26	-	420.301,79	22.121,15	-
1.A2	-	-	248.148,69	13.060,46	-
1.A3	-	-	-	-	-
1.F2	-	-	-	-	-
Total	259.975,26	-	-	703.632,08	-
Lot 4					
1.A1	-	-	305.946,06	16.102,42	-
1.A2	-	-	-	-	-
1.A3	-	-	-	-	-
1.F2	-	-	9.099,42	5.074,13	-
Total	-	-	-	336.222,04	-
TOTAL		8.466.917,75 EUR			

Article 3 :

De recourir à la procédure ouverte, soumise à la publicité européenne.
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;
Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant que les conditions de l'agrégation pour le lot 4 ont été modifiées;

Considérant que la date relative à la visite des lieux a été prolongée ;

Considérant que la date ultime de remise des offres a été prolongée ;

Considérant qu'un rectificatif de l'avis de marché est par conséquent nécessaire ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article unique:

D'approuver les adaptations apportées à l'avis de marché et au cahier des charges relatifs à la construction d'un espace public et d'une crèche au Quai de l'Industrie 79, Rue de Liverpool 24, Rue Heyvaert 87, 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B4, B6, B32, B40.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Overheidsopdrachten -

Bouw van een publieke ruimte en van een crèche te Nijverheidskaai 79,

Liverpoolstraat 24, Heyvaertstraat 87, 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Rectificatie van de aankondiging van de opdracht en het bestek - Bestek 18.022.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 12 september 2018 waarin werd beslist:

Artikel 1 :

De bepalingen van de aankondiging van de opdracht en de voorwaarden van de opdracht met betrekking tot de bouw van een publieke ruimte en van een crèche te Nijverheidskaai 79, Liverpoolstraat 24, Heyvaertstraat 87 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2 :

De uitgave voor een geraamd bedrag van 6.361.320,61 EUR EXCL. BTW, ofwel 8.466.917,75 EUR BTW INCL. (Prijsherziening en begrotingsmarge van 10% inbegrepen) goed te keuren en deze uitgave te dekken als volgt:

PRIJZEN ZIJN AANGEGEVEN INCLUSIEF 21% BTW EN 10%
HERZIENING/ONVOORZIENE WERKEN

Artikels	9302/731/60		9301/731/60		8440/72
Subsidies	EFRO Werf 1. Grote Halle (1.A1) VR 2961 2. Crèche (1.F2) VR 2962	EFRO verontreiniging 1. Grote Halle (1.A1) VR 4356 2. Crèche (1.F2)	Gewest VR 5020	Gemeente	BGHGT
Perceel 1					
1.A1	210.696,66	176.737,33		-	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	187.471,28	72.712,65		-	-
Totaal	398.167,94	249.449,98		-	-
Perceel 2					
1.A1	599.899,75	-		-	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	1.303.509,65	-	37.738,65	21.044,29	1.594.084,65
Totaal	1.903.409,40	-		58.782,94	1.594.084,65
Perceel 3					
1.A1	259.975,26	-	420.301,79	22.121,15	-
1.A2	-	-	248.148,69	13.060,46	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	-	-		-	-

Totaal	259.975,26	-	-	703.632,08	-	-
Perceel 4						
1.A1	-	-	305.946,06	16.102,42	-	-
1.A2	-	-		-	-	-
1.A3	-	-		-	-	-
1.F2	-	-	9.099,42	5.074,13	-	-
Totaal	-	-		336.222,04	-	-
TOTAAL		8.466.917,75 EUR				

Artikel 3:

De opdracht voor werken op te starten via openbare procedure met Europese bekendmaking;

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Overwegende dat de erkenningsvoorwaarden voor perceel 4 zijn gewijzigd;

Overwegende dat de datum voor het plaatsebezoek is verlengd;

Overwegende dat de termijn voor de indiening van offerte is verlengd

Overwegende dat een rectificatie van de aankondiging van de opdracht bijgevolg noodzakelijk is;

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

De aangebrachte aanpassingen in de aankondiging van de opdracht en het bestek met betrekking tot de bouw van een publieke ruimte en van een crèche te Nijverheidskaai 79, Liverpoolstraat 24, Heyvaertstraat 87, 1080 Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren.

Kopie van onderhavige beraadslaging over te maken aan de volgende diensten: B4, B6, B32, B40.

De Raad keurt het punt goed.

24.10.2018/A/0032 **Département des Ressources Humaines**
GRH - Règlement de travail - Horaire du personnel ouvrier.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Vu la décision du Conseil communal du 21.01.2015 par laquelle il décide de fixer l'horaire du service de la propreté publique comme suit :

07 h 00' -12 h 00' et de 12 h 45' à 15 h 00' Le jeudi, les ouvriers seront présents jusqu'à 16 h 00' afin d'assurer le nettoyage après le marché.

Samedi et dimanche : prestations à effectuer entre 07 h 00' et 19 h 00'. Les ouvriers sont autorisés à se rendre au service un quart d'heure avant la fin de leurs prestations afin de pouvoir se doucher et se changer, le pointage 'out' se fait après la douche.

Vu l'horaire de travail du personnel ouvrier des services des Ateliers, Pavage, Signalisation et Plantations/cimetière, fixé comme suit : de 7h30 à 12h et de 12h45 à 15h45.

Vu sa délibération par laquelle il décide d'instaurer, pour tous les ouvriers communaux, une pause-café de 15 min entre 9 et 10h, dans leur véhicule, dans le secteur où ils se trouvent. A défaut de véhicule, dans un local communal à proximité.

La pause entre 9 et 10h est limitée aux ouvriers débutant leur journée à 7h30 au plus tard, sans quoi la pause aura lieu au moins deux heures après le début de leur prestation de la journée;

Considérant qu'en majorité les ouvriers sont favorables à la diminution de leur pause de table de 15 min, elle serait alors ramenée à 30min;

Vu la demande de la CGSP;

Vu le comité de négociation du 25 mai 2018 et l'accord unanime des 3 organisations syndicales sur ce point;

DECIDE :

Article unique

De réduire la pause de table du personnel ouvrier des services Propreté publique, Plantations/cimetière, Ateliers, Signalisation et Pavage à 30 min

Début du service maintenu : soit 7h00 pour la Propreté publique, 7h30 pour les autres services cités

Fin du service avancé de 15 min : soit 15h00 lundi, mardi, mercredi et vendredi et 15h45 jeudi pour le Propreté publique, 15h30 pour les autres services tous les jours de la semaine

Pause de table pour tous : 30 min.

Pause café 15 min pour tous : reste d'application

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Département Human Resources

HRM - Arbeidsreglement - Uurrooster arbeiderspersoneel.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt ;

Gelet op de beraadslaging van 21012015 waarbij het uurrooster van de dienst openbare reinheid als volgt vastgesteld wordt :

07 u 00' -12 u 00' en van 12 u 45' tot 15 u 00'

op donderdag, zullen de arbeiders aanwezig zijn tot 16u om de opkuis na de markt te verzekeren

zaterdag en zondag : prestaties te verrichten tussen 7u en 19u.

De arbeiders worden toegelaten zich een kwartier voor het einde van hun functies naar de dienst te begeven om zich te kunnen douchen en omkleden, het 'out' punten gebeurt na de douche

Gelet op het uurrooster van het arbeiderspersoneel van de diensten Werkhuizen, bestrating, signalisaties en beplantingen/kerkhof, als volgt vastgesteld : van 7u30 tot 12u en van 12u45 tot 15u'45

Gelet op de beraadslaging waarbij besloten wordt voor alle gemeentearbeiders een koffiepauze in te voeren van 15 min tussen 9 en 10u, in hun voertuig, in de sector waarin ze zich bevinden. Bij gebrek aan voertuig, in een nabij gelegen gemeentelijk lokaal. De pauze tussen 9 en 10u wordt beperkt tot de arbeiders die hun werkdag starten om 7u30 ten laatste, zoniet zal de pauze plaats vinden min. 2 uur na aanvang van hun werkdag

Overwegende dat de meerderheid van de arbeiders gunstig zijn voor het verminderen van hun tafelpauze met 15 min, ze zou aldus op 30 min gebracht worden

Gelet op de aanvraag van het ACOD

Gelet op het onderhandelingscomité van 25.05.2018 en het unaniem akkoord van de 3 syndicale organisaties over dit punt;

BESLUIT :

Enig artikel :

De middagpauze voor het werkliedenpersoneel van de diensten Openbare reinheid, Beplantingen/kerkhof, Werkhuizen, Signalisaties en bestrating te verminderen tot 30 min

Begin van de dienst wordt behouden : hetzij 7u voor de Openbare reinheid, 7u30 voor de andere vermelde diensten

Einde van de dienst vervroegd met 15 min : hetzij 15u maandag, dinsdag, woensdag en vrijdag en 15u45 op donderdag voor de Openbare reinheid, 15u30 voor de andere diensten voor alle weekdays

Middagpauze voor alle diensten : 30 min

Koffiepauze van 15 min voor alle diensten : blijft van toepassing

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Jamal Ikazban quitte la séance / verlaat de zitting.

Abdellah Achaoui quitte la séance / verlaat de zitting.

24.10.2018/A/0033 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Rahali, Conseiller communal Act, relative aux activités pour les jeunes de 16 à 25 ans au Maritime.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Rahali, dont le texte suit :

*Monsieur le président,
Madame la bourgmestre,
Chers Collègues,*

Suite à de multiples interpellations, revendications et demande des jeunes du maritime nous ne pouvions rester muet.

Les jeune du Maritime souffrent d'un manque d'occupations marqué, pourtant leurs demande légitime n'était pas extraordinaire. Le souhait serait d'avoir une maison de quartier offrant des activités multiples, sportives, culturelles ainsi qu'un service pour les orienter vers une formation ou un job. Une maison de quartier qui abrite des jeunes de 16 et 25 ans, c'est effectivement la tranche d'âge qui est dans le besoin. C'est ce qui ressort de notre constat dans ce quartier spécifiquement.

Question:

*Cette demande les jeunes du Maritime l'ont faite depuis des années!
rien n'ai fait pour cette catégorie, pourquoi?*

Une nouvelle majorité sera mise en place, si vous y êtes, que projetez-vous de faire pour les jeunes du Maritime si vous gardez cet échevinat?

Merci pour votre réponse.

*Hassan Rahali
ACT*

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Rahali,
Gemeenteraadslid Act, betreffende de activiteiten voor de jongeren van 16 tot 25 jaar oud in het Maritiem.

De Raad neemt kennis.

Dirk Berckmans quitte la séance / verlaat de zitting.

24.10.2018/A/0034 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Rahali, Conseiller communal Act, relative à un logement inadapté pour une moins-valide dans un logement communal.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Rahali, dont le texte suit :

*Monsieur président,
madame la bourgmestre,
Chers collègues,*

Pendant nos campagne électoraux, l'logement est parmi les thématique qui ressortaient le plus des citoyens, c'est d'ailleurs la première cause de pauvreté dans notre commune.

En effet, pour les familles nombreuses, les familles mono-parental avec enfants et les moins-valides sont les plus touchés.

Dans cette interpellation-ci je vous fais une illustration d'un cas concret, d'une jeune femme sur chaise-roulante habitant avec son époux au 5 ème étage dans un des logements de notre commune. Cette dame se plaint des conditions dans les quelles elle est obligé de vivre, et ce n'est pas le seul cas dans cet immeuble.

Pourtant cette dame a fait une demande de mutation depuis déjà plus de cinq années, mais rien d'adapté à son handicap ne lui a été proposé!

Effectivement, ni le bâtiment, ni l'appartement ne sont adapté à leurs handicap:

-l'entrée de l'immeuble n'est pas adaptée, il faudrait une porte automatique

-l'ascenseur n'est pas conforme, il faut être à deux pour y accéder!

-la salle de bain n'est pas adaptée n'en plus!

-les couloirs sont étroits et ne peuvent que difficilement donner accès aux chaise-roulantes

cette dame pour monter elle a besoin de 20 minutes, et pour descendre elle a besoin du même temps, c'est à dire également 20 minute, au total 40 minutes chers amis (pour l'exercice nous avons filmé ce parcours du combattant qui va suivre dans un autre email, les images et le témoignage suffisent). Vous vous rendez compte qu'elle n'a pas toujours envie de sortir, pourtant prendre l'air est une des seules activités qu'il reste pour ce genre de cas!

Je passe bien entendu l'état du bâtiment qui est désastreuse (images et vidéo à l'appui) que nous laisserons pour un autre moment !

Questions:

Pourrions-nous avoir quelques explications pourquoi cette dame n'a toujours pas de logement adapté, alors que ça demande date depuis 5 ans.

Pourquoi aucun plan de priorité n'a été mis en place, vous avez eu 6 années pour le faire?

Vous avez présenté plusieurs de vos réalisation pendant la campagne électorale, mais qui ne correspondent pas à la réalité, nos caméra ont tout acté.

Dans ce logement et bien d'autres, Il y a des manquement grave, non conformes ni aux normes technique ni à la sécurité des occupants, par exemple des câbles d'électricité quasi nus faciles d'accès et je passe. Quelles sont vos explications par rapport à ce manque d'entretien grave?

La commune ne devrait-elle pas donner l'exemple?

Je vous remercie pour vos réponse

Hassan Rahali
ACT

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Rahali,
Gemeenteraadslid Act, betreffende een ongeschikte woning voor een minder valide
in een gemeentelijke woning.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 22:10
Opheffing van de zitting om 22:10

Le Secrétaire Communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Michel Eylenbosch